



La FCAF à 20 ans !

Une petite rétrospective canadienne et mondiale
des vingt dernières années en éducation des adultes



20
ans

DE CONVICTIONS
DE RÉALISATIONS



À Lire

L'apprentissage au travail

c'est notre droit



www.scfp.ca/alpha
alpha@scfp.ca



Programme Alpha du SCFP

SOMMAIRE

- 4** **L'éditorial : 20 ans déjà, un réseau au coeur des changements sociaux**
Normand Lévesque

PARTIE 1 : HISTORIQUE DE LA FÉDÉRATION CANADIENNE POUR L'ALPHABÉTISATION EN FRANÇAIS

- 5** **Grandes étapes et grandes réalisations de la FCAF**
Philippe Orfali

PARTIE 2 : 20 ANS D'ALPHABÉTISATION AU CANADA

- 14** **Vers l'alphabétisation des populations : la longue marche des provinces et des territoires**
Marie-Pierre Chazel et Karine Projean

- 17** **L'alphabétisation en français en Ontario : des progrès significatifs, mais des défis à relever**
Philippe Orfali

- 20** **L'alphabétisation au Québec, une histoire qui s'écrit chaque jour**
Francine Bouthillier et Claire Mazuhelli

- 27** **L'alphabétisation en français : le cas de l'Atlantique**
Marie-Claire Pitre

- 32** **L'alphabétisation dans le Nord : compétences et développement économique, le grand écart**
Pascale Castonguay et Karine Projean

- 34** **Un collège francophone en Colombie-Britannique**
Karine Projean

- 37** **Les Prairies : une volonté forte de conserver le français**
Francine Bouthillier

- 40** **Littératie et peuples autochtones : vers une prise de conscience nécessaire**
Marie-Pierre Chazel

- 42** **L'alphabétisation familiale : des racines solides, mais un avenir incertain**
Laurence Buenerd et Karine Projean

- 47** **Et maintenant ?**
Marie-Pierre Chazel et Karine Projean

PARTIE 3 : 20 ANS D'ALPHABÉTISATION DANS LE MONDE

- 50** **L'alphabétisation, un objectif négligé**
Maren Elfert

Numéro de publication : 40007783

L'ÉDITORIAL



20 ans déjà : un réseau au cœur des changements sociaux

Il y a 20 ans naissait une fédération ou plutôt un mouvement : l'idée de la nécessité de travailler ensemble au développement de l'alphabétisation, et ce, en français. Il y a 20 ans, naissait un réseau, au cœur des changements sociaux en cours, germait déjà l'engagement. L'Année internationale de l'alphabétisation, en 1990, marque alors un jalon : nous sentions la nécessité d'une action commune, concertée et mobilisatrice, partout au Canada. Le besoin d'un porte-étendard, d'une voix pour dire et pour faire connaître une certaine réalité trop souvent méconnue.

Déjà se dessinaient les changements de conception, l'évolution de la compréhension de ce qui caractérise la capacité des personnes à comprendre l'écrit. Ces changements se traduiront par l'introduction de la notion de « compétence », c'est-à-dire une combinaison de savoirs (connaissances), de savoir-faire (pratiques) et de savoir-être (attitudes).

Il y a 20 ans, l'alphabétisation était enfin perçue comme un outil pour améliorer la qualité de vie des personnes et de leur famille, mais aussi pour assurer la vitalité sociale et économique de la société canadienne. Dès lors, chacun est encouragé à apprendre pour comprendre, à apprendre pour fonctionner dans la vie de tous les jours, à la maison, au travail et au sein de sa collectivité.

Il y a 20 ans, nous découvrons avec stupeur que les niveaux de littératie des francophones au Canada étaient inférieurs à ceux des anglophones. Il y a 20 ans, incubait l'idée du continuum de services et, sûrement, celle de modèles de pratiques novateurs. Nous rêvions de l'alphabétisation en français à l'heure des réseaux et des communautés d'échanges! De la place que nous occuperions, du Niger à Belém ou à Bangkok, pour rayonner et pour faire connaître les réalités francophones en matière d'éducation des adultes.

Depuis 20 ans, donc, nous scrutons la situation des adultes francophones peu alphabétisés et nous appliquons des idées novatrices pour concevoir les ressources éducatives à leur intention. Demain, comme hier et aujourd'hui, nous encouragerons la mise en place d'approches plus adaptées aux besoins de ces adultes. Demain, comme hier et aujourd'hui, nos approches resteront fondées sur une vision globale du développement des niveaux d'alphabétisme des communautés francophones. Hier, la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français, aujourd'hui et demain, le Réseau pour le développement de l'alphabétisme et des compétences. Un nouveau nom pour une même mission.

Alors, si vous souhaitez effectuer un petit voyage dans le temps et revivre les 20 dernières années de la FCAF et de l'alphabétisation en français, au Canada et ailleurs dans le monde, parcourez notre dernière édition!

Bonne lecture!

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Normand Lévesque'. The signature is fluid and cursive, with a long horizontal stroke at the end.

Normand Lévesque
Directeur général du RESDAC

20 ans de convictions...
20 ans de réalisations :

GRANDES ÉTAPES ET GRANDES RÉALISATIONS DE LA FÉDÉRATION CANADIENNE POUR L'ALPHABÉTISATION EN FRANÇAIS



Philippe Orfali - Journaliste au Droit d'Ottawa

Les minorités francophones à l'extérieur du Québec se voient reconnaître le droit à l'enseignement dans leur langue.

Naissance de Pluri-Elles au Manitoba, de la Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador, et du Centre fransaskois d'éducation permanente.

Le Canadian Business Task Force estime à quatre milliards les coûts annuels de l'analphabétisme en pertes de productivité au Canada.

PARLER D'UNE SEULE VOIX

C'est d'abord dans le but de concerter les actions prises en faveur de l'alphabétisation en français dans l'ensemble du pays que la FCAF voit le jour, rappelle Jean-Yves Desjardins, membre du groupe qui fonde la Fédération au début des années 1990. « 1990 a été l'Année internationale de l'alphabétisation. À cette époque, on sentait que c'était nécessaire d'accroître nos actions partout au Canada », explique-t-il. À la suite d'une rencontre tenue à Ottawa et à laquelle participent les représentants de toutes les provinces, on s'entend pour créer un organisme francophone national.

« Jusque-là, précise M. Desjardins, les organismes qui faisaient la promotion de l'alphabétisation au niveau fédéral se disaient bilingues, alors qu'en réalité ils étaient surtout anglophones. Nous avons besoin de notre propre organisme et, en bout de compte, tout le monde s'est entendu pour dire que la FCAF était la mieux placée pour représenter les francophones. »

APPRENDRE À LIRE POUR SON PETIT-FILS

Certaines personnes trouvent dans le travail la motivation de suivre des cours d'alphabétisation. D'autres la trouvent dans la famille! Marie-Claire Brousseau fait partie de cette dernière catégorie. « Je lisais des histoires à mon petit-fils, un petit bonhomme de 2^e année, lorsqu'il m'a dit : " Mais tu ne sais pas lire! " Il avait raison, j'inventais à partir des images de ses livres », se souvient la Franco-Albertaine, résidente de Saint-Paul.

« Mes parents et leurs enfants ont fréquenté une école rurale de l'Alberta. Quand l'école a fermé, c'est un enseignant anglophone qui est venu donner les cours aux enfants de la communauté, alors qu'on ne parlait pas un mot d'anglais. Personne dans la famille ne savait correctement lire ou écrire », explique-t-elle aujourd'hui.

À la fin des années 1980, à l'âge de 48 ans, elle est donc retournée aux études. « Les débuts ont été difficiles, reconnaît-elle. La confiance en soi n'était pas toujours au rendez-vous. C'est l'ancienne directrice générale de la FCAF, Luce Lapierre, qui m'a beaucoup aidée à prendre confiance en moi. Elle nous écoutait beaucoup, nous les apprenants, et elle me disait : " Vas-y avec tes sentiments, écoute-toi, tu n'as pas besoin de lire ton livre en une journée! " »

QUATRE RÉGIONS, UN PROJET COMMUN

Les défis sont nombreux à la naissance de la FCAF! Comment financer un nouvel organisme francophone, alors que des organismes d'alphabétisation se présentant comme « bilingues » existent déjà? Comment s'entendre sur des objectifs communs, alors que les réalités sont bien différentes d'une province à l'autre?

Une fois la question du financement résolue, la première équipe de la FCAF décide de diviser le pays en quatre régions – Est, Québec, Ontario, Ouest – afin de mieux pouvoir représenter leurs particularités. Jean-Yves Desjardins, un des membres fondateurs, se remémore cette époque : « Aujourd'hui, je garde un excellent souvenir de cette expérience. La passion qui animait les gens à l'origine de la Fédération était tout simplement remarquable. Ce qui était tout aussi exceptionnel, c'est que malgré nos différences et les craintes de certains, il n'y ait eu aucune friction entre les francophones en situation minoritaire et les Québécois. Tous étaient là pour s'attaquer à un problème commun, l'alphabétisation, à l'échelle du pays. »



1990 - 1995 : ces années-là...

Lancement de la Stratégie nationale d'alphabétisation, dotée d'un budget de 110 millions de dollars sur cinq ans.

Fondation de l'Équipe de travail en alphabétisation par des représentants des différentes régions acadiennes.

Naissance du Collège Éducentre en Colombie-Britannique.

TRAITEMENT DES APPRENANTS : UNE SORTIE PUBLIQUE ÉCLATANTE

L'apprenante franco-albertaine Marie-Claire Brousseau garde un excellent souvenir des balbutiements de la FCAF. À l'époque, elle représente déjà les apprenants francophones des trois provinces de l'Ouest. « On avait participé, avec le vice-président de la FCAF à l'époque, l'apprenant Omer Caissie, à une rencontre de planification au niveau fédéral. On écoutait tous ces beaux messieurs dire ce qu'ils voulaient faire pour les apprenants. On avait l'impression qu'ils parlaient de retardés mentaux. Alors, avec Omer, on a fini par intervenir en leur demandant ce qu'ils savaient réellement des besoins des apprenants. En insistant sur le fait qu'on savait faire plein de choses dans la vie, mais pas lire ni écrire. »

Luce Lapierre, directrice de la FCAF de 1991 à 2006, se rappelle aussi ce moment. « L'une des revendications des personnes apprenantes était d'être traitées comme des êtres à part entière. On nous avait posé la question : pourquoi avez-vous délégué un apprenant à cette rencontre ? Nous étions fiers de dire qu'il allait de soi que (...) le vice-président Caissie s'y rende. »



L'ALPHABÉTISATION, ÇA CHANGE!

La société évolue, la conception de l'alphabétisme aussi. Depuis 1994, année où Statistique Canada réalise l'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes, de nombreux organismes nationaux et internationaux, dont l'UNESCO, ont défini cinq niveaux d'alphabétisme qui caractérisent la capacité de comprendre ce qu'on lit. Au niveau 1, une personne possède des compétences très faibles et peut, par exemple, être incapable de déterminer quelle dose de médicaments prendre à partir des renseignements indiqués sur l'emballage. Au niveau 2, une personne peut comprendre des instructions simples, clairement affichées, et se débrouiller de façon limitée dans la vie de tous les jours. Au niveau 3, elle pourrait éprouver de la frustration face au jargon technique de certains documents. Enfin, aux niveaux 4 et 5, les personnes ont une compréhension et une capacité de communication plus complexes.

PREMIER COLLOQUE SUR L'ALPHABÉTISATION EN FRANÇAIS

En 1994, la FCAF organise le premier Colloque national sur l'alphabétisation familiale en français avant de diriger une série de publications sur le sujet. En 1997, elle met en œuvre le projet « Apprendre, ça commence à la maison ». Cette initiative conduit la FCAF à concevoir la trousse « Montre-moi », qui compte notamment des vidéos et un livret de chansons folkloriques canadiennes-françaises. Plus de 8 000 exemplaires seront distribués partout au Canada. « Un succès phénoménal », commente Luce Lapierre, ancienne directrice générale de la FCAF.

1995 - 1999 : ces années-là...

Lancement de la Semaine internationale
des apprenants adultes.

Le financement du SNA est porté à
30 millions de dollars par année.

Naissance de la Coalition francophone
pour l'alphabétisation et la formation de
base en Ontario, aujourd'hui la COFA.

Cinquième Conférence internationale
sur l'éducation des adultes
(CONFINTEA V) à Hambourg.

LIRE EN FAMILLE : UN PLAISIR ET UNE NÉCESSITÉ

En 1995, la FCAF et d'autres organismes d'alphabétisation canadiens arrivent à convaincre le gouvernement fédéral de consacrer une journée nationale à l'importance de lire en famille. Depuis, chaque année, on célèbre la Journée de l'alphabétisation familiale, le 27 janvier. Plusieurs organismes à l'échelle du pays – notamment dans les communautés francophones en milieu minoritaire – en profitent pour organiser des activités familiales afin de promouvoir les compétences en lecture et en écriture pour les enfants, mais aussi pour leurs parents. « Plusieurs adultes prennent conscience de leurs difficultés de lecture lorsqu'ils ont des enfants d'âge scolaire et qu'ils ne peuvent les appuyer en raison de ces difficultés. Cette journée symbolise le fait que le Canada a reconnu que l'apprentissage de la lecture se fait d'abord à la maison, pas seulement à l'école », indique Luce Lapierre, directrice générale de la FCAF de sa création jusqu'à 2006.



DANIEL LAVOIE ENTRE EN SCÈNE

En 1996, la FCAF organise une grande fête pour célébrer ses cinq ans. L'artiste franco-manitobain Daniel Lavoie y est invité par son amie Suzanne Jeanson, elle-même artiste et alors directrice des communications de la FCAF. C'est le coup de foudre : l'auteur-compositeur-interprète accepte de devenir le porte-parole national de la Fédération. Deux ans plus tard, il s'envole pour Paris où il prend la vedette dans la comédie musicale Notre-Dame-de-Paris. « On avait un porte-parole superstar, qui est aujourd'hui toujours aussi engagé et authentique », lance Luce Lapierre.

UN RETOUR AUX ÉTUDES ESSENTIEL ET BÉNÉFIQUE

C'est avant tout pour mettre fin à ses infructueuses recherches d'emploi que Gaston Betty, de Verner, dans le Nord de l'Ontario, revient sur les bancs d'école au milieu des années 1990. Après avoir vécu un épuisement professionnel, le Franco-Ontarien cherche un nouvel emploi. En vain. « J'arrivais à cacher aux autres que je ne savais pas lire, mais pour le travail, ça compliquait beaucoup les choses. Quand on ne sait pas lire, on n'a aucune confiance en soi. Je voulais en finir avec ça. Ça a été dur, mais j'ai décidé de retourner à l'école pour pouvoir me trouver un emploi », explique-t-il.

Aujourd'hui, M. Betty gère sa ferme et des contrats avec la municipalité de Nipissing Ouest, tout en étant actif au sein de sa communauté. « Apprendre à lire et à écrire a complètement changé ma vie, dit-il. J'avais peur (de retourner à l'école), mais j'avais tort. Savoir lire, ça ouvre des milliers de portes. » L'agriculteur a d'ailleurs décidé de poursuivre ses études et il est sur le point d'obtenir son diplôme d'études secondaires.

Au Canada, 15 % des francophones ont moins de neuf ans de scolarité comparativement à 5 % des anglophones.

ÉCRIRE CLAIREMENT POUR COMMUNIQUER AVEC LA POPULATION CANADIENNE

Depuis ses premières années d'existence, la FCAF s'intéresse à la communication claire. Elle publie d'abord des guides et des romans écrits en langage simple. En 2001, elle conçoit la formation « Pour des communications claires » et elle met sur pied le groupe Communicateurs efficaces dont le but est de rendre les communications écrites et orales accessibles à tous, notamment les personnes ayant une compréhension limitée de l'écrit. Des milliers de fonctionnaires, de rédacteurs professionnels, d'avocats et de préposés à la clientèle d'entreprises ont participé aux ateliers offerts afin d'apprendre à s'exprimer plus clairement. « Ce fut un succès phénoménal, dit Luce Lapierre. La FCAF a aussi mené ce mouvement de sensibilisation auprès des gouvernements provinciaux. Une série de forums organisés dans les deux langues officielles, dans différentes provinces, ont permis d'aider les gouvernements et les entreprises à être plus accessibles à l'ensemble des gens qu'ils desservent. »

DES COMPÉTENCES ESSENTIELLES

Le ministère des Ressources humaines et Développement des compétences Canada a retenu 9 compétences essentielles en milieu de travail comme étant les compétences de base que toute personne utilise lorsqu'elle réalise les tâches requises dans le cadre de son travail. Pour chaque profession, on retrouve ces compétences dans diverses combinaisons et applications.



COLLOQUE « POUR UNE SOCIÉTÉ PLEINEMENT ALPHABÉTISÉE »

En juin 2000, la FCAF et l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICÉA) organisent, à Montréal, le Colloque « Pour une société pleinement alphabétisée » qui regroupe des intervenants de toutes les provinces. Au terme du Colloque, les participants adoptent la Déclaration des apprenants : « La prévention et la reformation doivent être prioritaires. L'analphabétisme doit être prévenu et combattu dès la prime enfance. (...) Les apprenants veulent s'affirmer davantage et s'engager pour progresser vers une société où le droit à l'éducation tout au long de la vie serait défendu et respecté. Pour y parvenir, il importe que les partenaires de l'alphabétisation unissent leurs forces et s'adressent d'une seule voix aux décideurs. C'est ainsi qu'une société pleinement alphabétisée pourra prendre forme. »

À l'occasion du 10^e anniversaire de la FCAF, Gaston Betty, un des leaders des personnes apprenantes, affirmait : « Quand je ne savais pas lire, je voyais des petits problèmes comme des montagnes; aujourd'hui, je les vois comme des petites buttes. »

2003 - 2005 : ces années-là...

Des modifications à la Loi sur les langues officielles rappellent aux institutions fédérales leurs responsabilités de prendre des mesures pour appuyer le développement des communautés de langue officielle.

L'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes (EICA) conclut que 42 % des adultes canadiens en âge de travailler (16 à 65 ans) ont du mal à répondre aux exigences d'une société et d'une économie du savoir comme la nôtre.

L'ANALPHABÉTISME, « UNE PLAIE SOCIALE » ?

Onze ans après la création de la FCAF et près de trente ans après celle de la Fédération des communautés francophones et acadienne, l'alphabétisation des francophones hors Québec suscite toujours un peu de méfiance et d'incompréhension. C'est ce qu'observe l'éditorialiste Murray Maltais, dans son texte « L'alphabétisme, une plaie sociale » paru dans le journal *Le Droit*, le 10 décembre 2002. « En milieu minoritaire, l'alphabétisme est encore plus difficile à combattre, parce qu'il est associé parfois à la promotion du français. Des politiciens francophobes peuvent en prendre ombrage. Il faut leur dire et leur répéter qu'un citoyen analphabète va coûter plus cher à la société s'il doit vivre à ses crochets. Que l'éducation coûte infiniment moins cher que l'ignorance, qu'importe la langue dans laquelle on la transmet. C'est pourtant facile à comprendre! »

LE « PLAN DION »

En 2003, le ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes, Stéphane Dion, annonce qu'il consacrera 7,4 M\$ sur cinq ans aux activités d'alphabétisation familiale des communautés de langue officielle avec son Plan d'action pour les langues officielles. « Ce plan met en valeur l'alphabétisation familiale comme moyen de freiner l'assimilation et de promouvoir l'usage du français au sein des familles », souligne Luce Lapierre. Dans le milieu de l'alphabétisation, on jubile : le gouvernement fédéral a enfin écouté les revendications des organismes, dont la FCAF, et il a compris l'importance de faire de l'alphabétisation en famille. « Le message à passer à la société, c'était que l'alphabétisation commence à la maison. Qu'on apprend à lire à l'école, mais que la lecture s'apprend à la maison. L'école ne le fera pas à la place des familles. Et le message a été entendu », ajoute M^{me} Lapierre.



UN PRINTEMPS DES LETTRES

Quoi de plus motivant que d'échanger, par écrit, avec un artiste reconnu pour la richesse de ses textes ? La FCAF se dit qu'une telle correspondance sera bénéfique pour les apprenants. Elle invite donc les adultes inscrits dans divers centres de formation partout au pays à envoyer des lettres à Daniel Lavoie, auteur-compositeur-interprète franco-manitobain connu dans toute la francophonie.

La FCAF pousse plus loin son idée en réunissant cette correspondance dans un recueil intitulé *Le Printemps des lettres*. Chaque année, à partir de 2003, la publication permettra d'encourager les adultes apprenants à écrire, mais aussi à lire les œuvres d'autres apprenants. En 2009, le recueil compte près de 290 lettres et il est publié à plus de 1 000 exemplaires.

Le Forum atlantique sur l'alphabétisation francophone a lieu à Moncton. Naissance par la suite de la Commission acadienne et francophone pour l'alphabétisation en Atlantique (CAFAA).

La Communauté pour la recherche en alphabétisme et littératie en français (CORAL) voit le jour.

La ville de Belém, au Brésil, accueille la Sixième Conférence internationale sur l'éducation des adultes (CONFINTEA VI), qui aura pour thèmes centraux les politiques et la promotion de l'apprentissage et de l'éducation non formelle des adultes à l'échelle mondiale.

DES MOYENS CLAIRSEMÉS ET FRAGILES

Si les apprenants rencontrent souvent des difficultés, les personnes qui tentent de les appuyer sont aussi aux prises avec leur part de problèmes. « Historiquement, on a laissé le milieu de l'alphabétisation faire face seul aux problèmes d'alphabétisme, avec des crédits insuffisants, alloués à court terme, et trop peu d'appuis professionnels, sans le doter d'une vision ou d'une stratégie nationale coordonnée. Comme société, nous ne pouvons plus nous permettre d'ignorer cette réalité pressante », écrivait, en 2005, un consortium des six plus grands organismes d'alphabétisation au Canada, dont la FCAF. Depuis, peu de choses ont changé : ni le gouvernement fédéral ni la majorité des provinces n'accordent aux organismes des sommes jugées suffisantes. La situation ne semble d'ailleurs pas être sur le point de changer, du moins au niveau fédéral, car le gouvernement conservateur a entamé un examen des dépenses qui ne prévoit aucun nouveau programme.

UN PLAN DE RATTRAPAGE QUI FAIT JASER

Suzanne Benoit garde un souvenir indélébile de son passage à la présidence de la FCAF, qui s'est échelonnée de 2005 à 2009. Ce dont elle est la plus fière ? La publication, en 2007, de *C'est le temps d'agir – Plan de rattrapage pour l'alphabétisation des adultes francophones vivant en milieu minoritaire*. Le Plan vise à atteindre, au Canada, un niveau d'alphabétisme équivalent à celui de la Norvège, pays qui s'est classé au premier rang lors de l'Enquête internationale de 2003. Il comporte six axes : 1) sensibilisation, promotion et recrutement; 2) formation et ressourcement; 3) développement des programmes et des services d'alphabétisation; 4) renforcement des liens avec les partenaires; 5) évaluation et recherches; et 6) capacité organisationnelle des organismes d'alphabétisation. Quatre ans plus tard, bien des choses restent à faire, convient M^{me} Benoit. « C'est évident qu'on a sensibilisé énormément de gens avec ce plan, même si tous les objectifs n'ont pas été atteints, dit-elle. Il nous a servi d'outil pour faire avancer notre cause et il continue à servir de document de référence. »

UN GUIDE DE PRATIQUES EXEMPLAIRES

En mars 2003, le gouvernement canadien annonce son intention de redresser la situation des francophones en milieu minoritaire au moyen du Plan d'action pour les langues officielles. Les groupes membres de la FCAF décident alors de se mobiliser : ils forment, avec d'autres spécialistes, le Réseau d'experts en alphabétisation familiale.

Parmi les nombreuses retombées de ce partenariat se trouve le Guide de pratiques exemplaires en alphabétisation familiale en contexte francophone minoritaire. Il s'agit d'une première tentative pour la FCAF de regrouper l'ensemble des pratiques qui assurent la qualité des programmes d'alphabétisation familiale offerts dans les communautés francophones. Avec le Guide, la FCAF veut fournir aux intervenants des lignes directrices pour orienter et appuyer la mise sur pied de programmes de qualité qui répondent aux besoins particuliers des francophones vivant en situation minoritaire.



2010-2011 : ces années-là...

Montréal accueille le Colloque « Dire le droit pour être compris » organisé par Éducaloi.

Le Colloque « Établir et cultiver des liens, Perspectives et pratiques mondiales en alphabétisation familiale » se tient à Edmonton.

Omer Caissie : « L'alphabétisation, c'est une porte qui s'ouvre sur un monde incroyable. Je peux raconter des histoires à mes filles, je peux négocier avec mon avocat, je peux participer à des groupes comme la Fédération et contribuer à la communauté francophone, je peux prendre la parole en public et je commence à aimer ça. »

DES NIVEAUX DE LITTÉRATIE BIEN PLUS FAIBLES EN SITUATION MINORITAIRE

Les études le démontrent : les francophones canadiens vivant en situation minoritaire ont un niveau de littératie bien plus faible que leurs homologues de la majorité linguistique. « Plusieurs facteurs expliquent les résultats en littératie des francophones minoritaires. Entre autres, le niveau de scolarité, le bilinguisme et les défis particuliers aux écoles en situation de minorité linguistique », note le Conseil canadien sur l'apprentissage dans une étude parue en 2009.

À titre d'exemple, en Ontario, 55,5 % des francophones de 16 ans et plus se situent aux niveaux 1 et 2 pour la compréhension de textes suivis, tandis que 40,3 % des anglophones se trouvent à ces deux niveaux, selon une étude de Statistique Canada menée en 2003. À l'échelle du pays, malgré les progrès réalisés, deux adultes sur cinq en âge de travailler (francophones et anglophones confondus) ont encore du mal à comprendre ce qu'ils lisent.

L'ALPHABÉTISATION EN FRANÇAIS À L'HEURE DES RÉSEAUX ET DES COMMUNAUTÉS D'ÉCHANGES

Tenu à Montréal en avril 2008, le Colloque « L'alphabétisation en français à l'heure des réseaux et des communautés d'échanges » marque l'avant-dernière étape d'un travail de longue haleine de la FCAF et de ses partenaires. Pendant les trois jours du Colloque et les mois suivants, 80 personnes de toutes les régions du pays vont réfléchir à la formation d'une communauté francophone de recherche sur l'alphabétisation, l'alphabétisme et la littératie. Le Réseau canadien de recherche en français en alphabétisation voit finalement le jour en novembre 2008, lors du Colloque « Réfléchir pour mieux agir ». Le Réseau a pour objectif le développement de la recherche, l'échange, la diffusion, la vulgarisation et l'utilisation d'informations directement reliées au domaine de l'alphabétisation (ou de la littératie) des adultes francophones au Canada.



LA FCAF ÉVOLUE

Au cours des années, la FCAF sera appelée à modifier son rôle. Elle va toutefois conserver sa mission première : être une force de concertation qui contribue au développement de l'alphabétisme et des compétences essentielles des adultes francophones partout au Canada en mettant l'accent sur les ressources éducatives à leur disposition. La FCAF veut ainsi favoriser la mise en place d'approches mieux adaptées à leurs besoins, des approches fondées sur une vision globale du développement de l'alphabétisme des communautés plutôt que sur la prestation de services d'alphabétisation. « Au fil du temps, la FCAF se devait de revoir son intervention pour permettre la création, au niveau local, de communautés apprenantes et de communautés lettrées », soutient Luce Lapierre. Cette évolution des approches pour promouvoir une société pleinement alphabétisée implique aussi la revendication de services de formation pour les faibles lecteurs.

En mai 2011, la FCAF entreprend d'ailleurs un nouveau virage avec le lancement du Modèle intégré au service du développement de l'alphabétisme des francophones du Canada. Le Modèle précise ce que devraient être les ressources éducatives pour les personnes peu alphabétisées : des programmes intégrés qui répondent davantage aux besoins complexes des apprenants; des services offerts par des organismes locaux qui collaborent et partagent les ressources au profit des adultes désirant une formation adaptée à leurs besoins réels et à leur profil. Ainsi, une personne ayant des difficultés à obtenir un emploi en raison de son niveau d'alphabétisme pourra bénéficier d'un plan d'étude personnalisé, en fonction de ses besoins précis. Ce plan fera par la suite appel à plusieurs fournisseurs de services travaillant en synergie afin d'offrir des formations et des services adaptés à chaque personne.

VINGT ANS APRÈS

la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français change de nom : le Réseau pour le développement de l'alphabétisme et des compétences poursuit son engagement auprès des francophones et se dote d'un nouveau logo.

RESDAC
RÉSEAU POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ALPHABÉTISATION ET DES COMPÉTENCES

PARLEZ-MOI... DE COMPÉTENCES

Le Réseau pour le développement de l'alphabétisme et des compétences (RESDAC) réaffirme l'importance des compétences pour assurer une démarche en alphabétisme qui réponde à des besoins d'intégration sociale et économique. Des compétences génériques, essentielles, techniques et langagières : elles sont toutes utilisées de diverses façons pour des activités personnelles et professionnelles. À ces compétences, le RESDAC ajoute une combinaison de savoirs, de savoir-faire et de savoir-être.

VERS L'ALPHABÉTISATION DES POPULATIONS : LA LONGUE MARCHÉ DES PROVINCES ET DES TERRITOIRES

Marie-Pierre Chazel et Karine Projean

Depuis l'époque de l'alphabétisation populaire dans les années 1960, le portrait de l'alphabétisation a beaucoup changé au pays. Retour en arrière.

1990, Année internationale de l'alphabétisation, date charnière dans l'histoire de l'alphabétisation mondiale et canadienne. L'appel à l'action de l'ONU a été l'occasion pour le public et les gouvernements de saisir l'extrême importance de cet enjeu pour l'avenir de notre société. Au Canada, il a marqué un tournant majeur, car il a inauguré une ère d'engagement du gouvernement fédéral qui a favorisé la prolifération des projets et des organismes.

La décennie 1980 avait été vécue sous le signe de la prise de conscience. Quelques organisations comme Collège Frontière, Movement for Canadian Literacy et des centres d'alphabétisation familiale travaillaient déjà à combattre l'analphabétisme. Toutefois, Lynne Lalonde, qui a œuvré pendant plus de 20 ans au Secrétariat national à l'alphabétisation (SNA), se souvient que l'enjeu était alors très peu connu : le mot « alphabétisation » était presque absent du vocabulaire courant et aucune statistique officielle n'existait sur le sujet.

La sénatrice Joyce Fairbairn a contribué grandement à publiciser l'enjeu et à l'inscrire sur la liste des priorités politiques fédérales. Une tournée canadienne lui avait révélé

l'ampleur du problème de l'analphabétisme. Elle décida alors de joindre sa voix à celle d'autres promoteurs de l'alphabétisation pour demander au gouvernement fédéral d'assumer son rôle de leadership en la matière. Son discours suscita un vif débat au Sénat, en 1987. Dans la foulée, le gouvernement fédéral a mis sur pied le Secrétariat national à l'alphabétisation (SNA), qui allait travailler en partenariat avec les provinces, les territoires, les groupes communautaires, les entreprises et les syndicats pour faire connaître et avancer la cause de l'alphabétisation au Canada.

Les années suivantes ont été une période de forte ébullition, se souvient Brigid Hayes, consultante, qui a travaillé 14 ans au SNA. Le gouvernement fédéral était très présent et des coalitions ont vu le jour dans chacune des provinces. De plus, trois grandes enquêtes ont jeté un éclairage inédit sur les niveaux d'alphabétisme au Canada : celle de Southam en 1986, celle de Statistique Canada en 1989 et l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes en 1994.

Vers la fin des années 1990, le gouvernement fédéral a commencé à demander plus de comptes. Brigid Hayes se rappelle : « On s'est mis

à entendre parler surtout d'économie et de chiffres, de retour sur investissement, mais moins de la participation citoyenne, de l'engagement social et de ce qui en découle. Vers 2000, les organismes sont devenus plus sophistiqués; la demande d'une plus grande transparence dans l'utilisation des fonds s'est accrue, de même que l'exigence de résultats. » De plus, au cours des dernières années, le gouvernement fédéral a réduit son soutien aux provinces pour l'alphabétisation, ce qui n'a pas été sans impacts pour les coalitions, les programmes et les services. Il y a eu des compressions dans les fonds destinés à la recherche et aux conférences, ce qui a laissé moins de place à la réflexion et moins de temps pour l'analyse et la formation des praticiens, souligne M^{me} Hayes.

Depuis les compressions du gouvernement fédéral, des groupes d'alphabétisation ont dû fermer leurs portes. Dans certains cas, le gouvernement provincial finance les services. À Terre-Neuve, par exemple, il affecte ses fonds en priorité aux collèges; peu d'organismes communautaires travaillent en alphabétisation, alors que plusieurs le faisaient avant les compressions. Dans d'autres cas, après la perte des fonds fédéraux, le



Photo © G. Dubois.

gouvernement provincial a dirigé son financement vers les établissements d'enseignement plutôt que vers les activités communautaires, explique Brigid Hayes. « Par exemple, en Saskatchewan, la majorité des services d'éducation des adultes est offerte par les collèges communautaires. Si des activités communautaires en font partie, c'est sous la forme de projets; habituellement, les collèges y jouent un rôle de gestion. »

En 2007, paraît *Apprentissage par les adultes au Canada : Une perspective comparative : Résultats de l'Enquête sur la littératie et les compétences des adultes*¹. Le rapport analysait plusieurs enquêtes canadiennes et internationales. Il a révélé que l'avantage canadien, dû à l'expansion précoce de son système d'éducation postsecondaire, fondait à mesure que les autres pays progressaient sur cette voie et qu'ils se ressemblaient de plus en plus quant à la proportion de jeunes faisant des études postsecondaires.

Dans la perspective d'une économie mondialisée, les chercheurs insistent pour dire que les sociétés les plus compétitives seraient celles dont les populations vieillissantes maintiendraient leurs compétences à niveau en prenant part à des activités de formation et d'éducation des adultes. Malheureusement, le rapport signalait aussi que les Canadiens consacraient moins de temps à leurs études que les habitants de plusieurs pays scandinaves ou anglo-saxons. De plus, la participation à des cours ou à des programmes ne s'était pas améliorée entre 1994 et 2003.

Malgré tous ces défis, Lynne Lalonde reste confiante. Selon elle, le SNA a accompli son mandat de sensibiliser tous les Canadiens à l'alphabétisation. « Avant, il n'y avait pas de coalitions partout. Maintenant, des coalitions sont en place dans chaque province et territoire. Certaines provinces, comme le Québec, le Nouveau-Brunswick et l'Ontario, en ont même deux. Les provinces

assument plus leur rôle qu'à l'époque où le SNA a été mis sur pied. » M^{me} Lalonde croit également qu'il faudra beaucoup de temps pour changer les mentalités et la culture par rapport à l'alphabétisation et à l'éducation des adultes. Or c'est justement un changement de culture qui devra s'opérer pour que les taux de littératie changent de façon significative.

Un vocabulaire en évolution

Parallèlement à l'évolution des institutions et des acteurs en alphabétisation, le vocabulaire et les concepts ont également changé. Aujourd'hui, le terme « alphabétisation » a presque complètement disparu des discours et des écrits. Le terme « littératie », apparu dans les années 2000, remplace progressivement les notions plus connotées d'« alphabétisation » et d'« analphabétisme ». L'expression « compétences essentielles » gagne aussi de plus en plus de terrain. L'alphabétisation désigne les activités desti-

1 - Kjell Rubenson, Richard Desjardins et Ee-Seul Yoon, Statistique Canada, Ottawa, 2007.

nées à apprendre à lire et à écrire un texte, et à compter. Les compétences essentielles définissent plus largement ce dont un adulte a besoin pour fonctionner dans la société contemporaine, les compétences nécessaires à l'accomplissement d'une grande variété de tâches dans le milieu de travail ou la vie quotidienne. Ces compétences qu'un apprenant adulte possède au moins partiellement constituent la fondation sur laquelle peut s'appuyer l'apprentissage de nouvelles compétences. Puisque le seuil d'alphabétisme a tendance à s'élever en même temps que les transformations sociales, la polarisation analphabète/alphabète cède plutôt la place à un continuum fondé sur divers niveaux de capacités.

Bien entendu, même si le lien entre alphabétisation et emplois domine le discours des autorités publiques, d'autres conceptions de l'alphabétisation coexistent. Par exemple, le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) insiste sur les liens entre l'analphabétisme, l'exclusion et la citoyenneté, dans une perspective de droit à la formation de base et de transformation des rapports sociaux.

De grandes disparités d'une province à l'autre

Depuis sa fondation en 1899, Collège Frontière² s'est étendu d'un océan à l'autre, ce qui en fait le plus ancien organisme d'alphabétisation au Canada. Alfred Fitzpatrick, son fondateur, a ouvert les premières « Reading Tents » (tentes de

lecture) dans les camps de bûcherons. Ces travailleurs, souvent des immigrants, avaient alors accès à des livres après leur journée de travail; de jeunes étudiants enseignaient la lecture-écriture à ceux qui étaient peu alphabétisés, voire complètement illettrés. Cet exemple est l'exception qui confirme la règle, car, en général, les situations et les façons de faire diffèrent beaucoup dans l'ensemble du pays.

Exception faite du Québec où la population francophone est majoritaire, les provinces et les territoires comptent des populations francophones minoritaires plus ou moins importantes. Selon la densité de ces populations, les services qui ont été établis au cours des 20 à 30 dernières années diffèrent largement d'une province ou d'un territoire à l'autre. Il existe des coalitions, des regroupements, des centres dotés d'antennes régionales, etc., mais il n'y a pas de modèle pancanadien quant aux formes d'organisation.

L'offre de services est assurée par des centres communautaires à un endroit, tandis qu'ailleurs, elle l'est par des collèges francophones et des programmes qu'administre la province. Le financement et son mode de répartition varient également selon les provinces : certains organismes ou établissements d'enseignement bénéficient d'un appui provincial important pour les activités en lien avec la formation des adultes, tandis que d'autres doivent se débrouiller avec un financement fédéral qui, de toute façon, ne touche pas la prestation de services. Les Canadiens n'ont donc pas un

accès équivalent aux services destinés à améliorer leur niveau de littératie, selon qu'ils sont anglophones, francophones ou Autochtones.

Par contre, une constante ressort dans l'ensemble des communautés francophones minoritaires : les taux d'alphabétisme sont globalement plus faibles que ceux des populations anglophones majoritaires.

En 1991, immédiatement après l'Année internationale de l'alphabétisation, Serge Wagner a publié *Analphabétisme de minorité et alphabétisation d'affirmation nationale*. Il y dressait le constat suivant : « La francophonie ontarienne est en péril, les données sur l'assimilation le confirment. Manifestement, la famille, l'école et l'église ne parviennent plus, à elles seules, à la maintenir. La langue et la culture françaises, plusieurs études le démontrent, sont perçues par nombre de Franco-Ontariens, comme peu ou pas importantes. C'est une « Opération survie » qu'il faudrait déclencher actuellement dans cette communauté. (...) L'analphabétisme, tel que défini dans cette étude, est au cœur du problème d'existence et de survie qu'affronte la communauté franco-ontarienne. Et l'alphabétisation en français pourrait contribuer, nous en sommes convaincus, à la résurgence de la communauté et servir, par le fait même, la cause française en Amérique³. »

Vingt ans plus tard, on peut se demander dans quelle mesure la mobilisation menée partout au pays en faveur de l'alphabétisation a fait changer les choses. ■

2 - Collège Frontière est un organisme d'alphabétisation pancanadien qui offre des milliers de programmes de littératie, en anglais et en français, aux enfants, aux jeunes et aux adultes dans de nombreux centres communautaires, mais aussi en zones rurales, dans les prisons et les refuges pour les sans-abri.

3 - Serge Wagner, *Analphabétisme de minorité et alphabétisation d'affirmation nationale*, Ottawa, 1991, p. 457.



DES PROGRÈS SIGNIFICATIFS, MAIS DES DÉFIS À RELEVER

Philippe Orfali - Journaliste au Droit d'Ottawa

Partis d'à peu près rien, les programmes ontariens d'alphabétisation de langue française ont accompli un rattrapage à la vitesse grand V, depuis 20 ans. Au fur et à mesure que les gouvernements et la communauté prenaient conscience de l'ampleur de la situation, les programmes se sont diversifiés, enrichis, alors que la clientèle des personnes apprenantes changeait, elle aussi. Mais des défis subsistent.

À quoi ressemble la population peu alphabétisée franco-ontarienne ? Avant 1989, on n'en savait trop rien. Le problème était bien présent, mais rien ne permettait de le quantifier. La Fédération des francophones hors Québec (FFHQ), l'ancêtre de la Fédération des communautés francophones et acadienne, avait mené un examen de la situation en 1983. C'est toutefois seulement en 1986 qu'une étude menée aux États-Unis a permis de faire prendre conscience du fait que le niveau d'alphabétisme d'une personne n'est pas nécessairement lié à son niveau de scolarité¹.

En 1989, le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation francophone, l'organisme provincial d'alphabétisation, voyait le jour. À la même époque, le gouvernement ontarien a démarré son appui à l'alphabétisation de quatre groupes culturels : les anglophones, les francophones, les Autochtones et les malentendants.

Les francophones ont alors pu commencer à bénéficier d'une volonté politique qui tenait compte de leur culture franco-ontarienne en matière d'alphabétisation. Si cela tom-

be sous le sens aujourd'hui, c'était loin d'être le cas à l'époque. Les politiques et les pratiques antérieures « favorisaient outrancièrement l'assimilation des analphabètes francophones », notent les universitaires Serge Wagner et Pierre Grenier dans leur étude *Analphabetisme de minorité et alphabétisation d'affirmation nationale, À propos de l'Ontario français*, parue en 1991.

Les intervenants et intervenantes sur le terrain abondent dans le même sens. « Même au début des années 1990, on ne comprenait

1 - Peter Calamai, *Broken Words: Why Five Million Canadians are Illiterate—A Special Southam Survey*, Toronto, Southam, 1987.

pas comme aujourd'hui les besoins particuliers de certaines clientèles peu alphabétisées, comme les francophones ou les Autochtones », résume John McLaughlin, aujourd'hui gestionnaire de programmes à l'Ontario Literacy Coalition (OLC).

L'alphabétisation se faisait avant tout en anglais, peu importait la langue de la personne apprenante. « Lorsqu'elle se faisait dans la langue de la minorité, c'était souvent à partir de manuels destinés aux enfants du primaire, car les produits éducatifs destinés aux personnes apprenantes francophones d'âge adulte n'existaient pas ou coûtaient trop cher, souligne Lilianne St-Martin, coordonnatrice du Centre FormationPLUS, à Chapleau, près de Sudbury. Les disparités entre les ressources des anglophones et des francophones étaient frappantes. Nous avons des manuels pour enfants et nous devons choisir les pages où les dessins n'étaient pas trop enfantins pour ne pas offusquer personne. »

À partir du milieu des années 1990, l'Ontario a cherché à uniformiser et surtout à élargir l'offre de services aux adultes souhaitant accroître leur niveau de littératie. Élaboré dans ce contexte, le Programme d'alphabétisation et de formation de base (AFB) visait « une alpha-

bétisation orientée vers des buts et axée sur les apprenants adultes ». « Jusque-là, notre message était peu éloquent, souligne Suzanne Benoit, directrice générale de la Coalition ontarienne de formation des adultes (COFA). On parlait des pauvres analphabètes comme de gens incapables de lire et écrire. Ce n'était pas très vendeur. »

Dès 1996, la province a cherché à formaliser et à standardiser la formation des adultes en créant une matrice basée sur les résultats d'apprentissage où le calcul, la lecture, l'écriture, l'autogestion et l'autodirection sont au centre des priorités. En 1999, le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation francophone a fait place à la Coalition francophone pour l'alphabétisation et la formation de base en Ontario (aujourd'hui la Coalition ontarienne de formation des adultes, COFA). Il rassemble tous les organismes fournisseurs de services d'alphabétisation et de formation de base en langue française, qu'ils soient communautaires, scolaires ou collégiaux.

Changement de perception

Tout comme les organismes, la programmation a beaucoup évolué, elle aussi. La formation des adultes a pris le pas sur le concept d'al-

phabétisation, en Ontario comme ailleurs. De plus en plus, les formations sont axées sur les compétences essentielles et sur l'employabilité : l'usage des ordinateurs, par exemple, est venu se greffer au perfectionnement de la lecture, de l'écriture et du calcul.

Pour accompagner ce changement de perception, beaucoup de centres communautaires ont modifié leur nom ces dernières années. Le CAP de Hawkesbury fait partie de ceux-là : de Centre d'alphabétisation de Prescott-Russell, il est devenu le Centre d'apprentissage et de perfectionnement. Même chose pour FormationPLUS, qui s'appelait autrefois Groupe Alpha-Chapleau.

En 2004, le ministère de l'Éducation a établi la Politique d'aménagement linguistique (PAL) pour l'éducation en langue française et reconnu le rôle de transmission de la culture franco-ontarienne dans l'ensemble des centres francophones en formation des adultes.

En 2005, l'adjointe parlementaire du ministre de l'Éducation et future ministre de l'Éducation, Kathleen Wynne, a déposé le rapport *L'Ontario apprend, le renforcement de notre système d'éducation des adultes*. La publication cible un certain nombre de lacunes, notamment : le



RCCFC

Étudier en français : le choix qui mène loin.

Le RCCFC : partout au Canada parce que
vous voulez étudier en français !

www.rccfc.ca



Réseau des cégeps et des collèges francophones du Canada

chevauchement des programmes et des services entre le gouvernement fédéral et la province ainsi qu'entre les différents ministères; le manque d'uniformité du système d'éducation et de formation des adultes; et la difficulté à faire reconnaître les programmes à leur juste valeur sur le marché du travail.

En réaction au rapport Wynne, les deux paliers de gouvernement vont notamment conclure l'Entente Canada-Ontario sur le développement du marché du travail.

Nouveau cadre

En 2009, le ministère de la Formation et des Collèges et Universités a entrepris la mise en œuvre du Cadre du curriculum en littératie des adultes de l'Ontario (CLAO). Ce curriculum traite des compétences essentielles, mais il est aussi destiné à fournir aux adultes intéressés une passerelle vers l'autonomie, l'emploi, les cours crédités, l'apprentissage et les études postsecondaires. Plusieurs groupes d'alphabétisation se sont préparés à travailler avec le nouveau cadre qui vise à faciliter l'intégration des personnes apprenantes au marché du travail. Il permet, par exemple, aux centres francophones de formation des adultes d'enseigner les rudiments d'anglais nécessaires à un francophone pour intégrer le marché du travail. À la fin de 2011, l'ensemble des groupes devrait s'être aligné sur le CLAO.

En 2009, il se fait une première tentative de formation des adultes francophones en ligne. Depuis 2011, la COFA s'en occupe avec le service de *F@D pour adultes* de l'Ontario. Cet automne, elle offre deux cours : le premier sur le renforcement de compétences en littératie

APPRENTISSAGE EN LIGNE EN ONTARIO

La salle de classe en ligne est le lieu de rencontre pour la clientèle apprenante, le personnel enseignant et le personnel en formation intéressés à améliorer l'alphabétisme des adultes.

Visitez www.apprentissageenligne.ca pour des détails.



et en numératie; et le second, sur le renforcement de l'employabilité. L'éventail des cours devrait s'élargir au cours des prochaines années.

Un financement accru

« Les changements majeurs qui sont en train d'intervenir en Ontario concernent les structures de financement, souligne Célinie Russell, de la COFA. Les centres qui recevaient du financement au prorata de leur fréquentation seront dorénavant financés en fonction des résultats qu'ils enregistrent, dit-elle. Cependant, le ministère semble avoir la volonté d'augmenter le niveau de financement de base de tous les centres, même les plus petits. »

Ce changement pourrait avoir un impact appréciable sur les centres

francophones, car, bien souvent, ces derniers font face à un manque de ressources qui limite leurs possibilités de recruter des formatrices et des formateurs compétents.

La question de la langue dans laquelle peut ou doit se faire la formation des adultes demeure un sujet sensible, même en 2011. Certains centres de formation dénoncent le fait que des agences comme Ontario au Travail dirigent souvent vers des centres anglophones les individus désirant acquérir des compétences essentielles. « Dans certains cas, c'est parce qu'on se dit que le milieu de travail est anglophone. Dans d'autres, c'est parce qu'on ignore l'existence de programmes en français », souligne M^{me} St-Martin. ■

L'ALPHABÉTISATION AU QUÉBEC, UNE HISTOIRE QUI S'ÉCRIT CHAQUE JOUR

Francine Bouthillier et Claire Mazuhelli

Selon les intervenants du milieu, le Québec fait classe à part en matière d'éducation des adultes. La différence du Québec à l'échelle canadienne s'illustre non seulement par sa culture et sa langue, mais aussi par son approche « populaire » à l'égard de l'alphabétisation, une approche qui est unique au pays.

Depuis les années 1960, les structures institutionnelles et gouvernementales ainsi que les groupes communautaires ont évolué pour s'adapter aux réalités de la société. Qu'il s'agisse de changements technologiques, démographiques ou sociaux, l'éducation des adultes s'est transformée en tentant de combler les écarts et les lacunes afin que chaque citoyen et citoyenne jouisse de chances égales en matière d'alphabétisation et de participation pleine et entière à la collectivité.

Au Québec, comme ailleurs, l'alphabétisation s'inscrit également dans une mouvance qui se déploie à l'échelle internationale. En 1965,

l'UNESCO tient la Conférence mondiale des ministres de l'Éducation sur l'élimination de l'analphabétisme et proclame le 8 septembre Journée internationale de l'alphabétisation; la Journée sera finalement inaugurée en 1967. Au Québec, les temps changent et la Révolution tranquille vient bouleverser l'ordre établi.

Les années 1960 et la Révolution tranquille

La Révolution tranquille engendre de vastes réformes au Québec. De nombreux groupes d'action populaire se mobilisent et revendiquent une redéfinition de l'éducation.

La lutte contre l'analphabétisme devient un point de ralliement. Le gouvernement québécois n'est pas insensible à ces revendications.

En 1964, il crée le ministère de l'Éducation (MÉQ). L'alphabétisation et l'éducation de base sont alors confiées aux commissions scolaires. L'Institut canadien d'éducation des adultes (ICÉA) joue un rôle prépondérant dans ce mouvement d'institutionnalisation et d'expansion. Puis, en 1966, le gouvernement québécois met en place les premières structures officielles de l'éducation des adultes en constituant la Direction générale de l'éducation permanente (DGÉP).



Photo © L. Buenerd

LES ANNÉES 1960 - FAITS MARQUANTS

- 1958 : création de l'Institut canadien d'éducation des adultes, aujourd'hui l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes
- 1960 : adoption de la Loi sur l'assistance à la formation technique et professionnelle, suivie d'un accord fédéral-provincial en ce domaine
- 1961 : mise sur pied de la Commission royale d'enquête (Commission Parent) qui étudie l'organisation et le financement de l'éducation au Québec
- 1964 : création du ministère de l'Éducation du Québec; le Conseil de l'instruction publique (créé en 1858) devient le Conseil supérieur de l'éducation
- 1966 : création de la Direction générale de l'éducation permanente (DGÉP)

Au sein des collectivités, certains groupes communautaires préoccupés par le sort des personnes défavorisées créent des services d'éducation de base alors que les centres d'éducation populaire ajoutent à leurs services des activités d'alphabétisation. On s'inspire notamment de la notion d'alphabétisation « conscientisante » prônée par le pédagogue brésilien Paulo Freire, qui a élaboré une pédagogie de la libération favorisant la prise de parole des gens ordinaires et peu instruits.

Les années 1970 – Naissance d'un mouvement

En 1970, les militantes et militants tentent de sensibiliser les responsables du monde de l'éducation qui, selon eux, refusent de reconnaître l'ampleur de l'analphabétisme au Québec. Pendant la seconde moitié des années 1970, une foule de projets communautaires d'alphabétisation émergent. Au fil du temps, les contacts entre les groupes se font plus nombreux et les liens se consolident. Ces rencontres et ces réflexions

façonnent une nouvelle vision de l'alphabétisation. De nombreux acteurs entrent en scène : groupes intervenant auprès de communautés ethnoculturelles, organisations plus spécialisées, organismes de services aux personnes assistées sociales, centres d'éducation populaire, maisons de quartier. Dans ce contexte, la proximité des services facilite le recrutement.

Cette nouvelle perspective génère aussi des changements au minis-

tère de l'Éducation. En 1973, la Direction générale de l'éducation des adultes (DGÉA) remplace la Direction générale de l'éducation permanente (DGÉP). Les activités sous la responsabilité de la DGÉA sont dorénavant réparties en trois secteurs : formation générale, formation professionnelle et éducation populaire. L'éducation populaire se déploie et prend plusieurs formes, que ce soit en alphabétisation, dans les milieux ruraux ou urbains, dans le domaine culturel ou technique. Le ministère de l'Éducation subventionne des organismes volontaires d'éducation populaire (OVEP), qui sont autonomes en principe, mais qui établissent des liens étroits avec les commissions scolaires. En 1975, on voit poindre la Table des responsables de l'éducation des adultes des commissions scolaires du Québec (TRÉAQ); on ajoutera plus tard « FP » à son sigle, pour la formation professionnelle (TRÉAQ FP). Elle a pour fonctions la concertation, le développement et la promotion de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle.

En dépit de ces progrès, les divers intervenants du monde de l'éducation incitent le gouvernement

LES ANNÉES 1970 - FAITS MARQUANTS

- 1973 : la DGÉA est remplacée par la Direction générale de l'éducation permanente (DGÉP); mise sur pied des organismes volontaires d'éducation populaire (OVEP)
- 1973 : la DGÉP crée les Services éducatifs d'aide personnelle et d'animation (SÉPAQ), dont la tâche est d'élaborer des projets éducatifs pour la communauté et les individus
- 1975 : création de la Table des responsables de l'éducation des adultes des commissions scolaires du Québec (TRÉAQ); plus tard, on y ajoutera FP pour la formation professionnelle

québécois à intervenir encore plus vigoureusement, compte tenu de l'urgence de la situation.

Les années 1980 – Accessibilité, inégalités, inclusion

Les années 1980 sont une époque où l'ampleur de l'analphabétisme et de ses répercussions commence à être perçue partout au pays, non seulement au Québec. On assiste également à certaines divergences par rapport à l'approche à adopter. D'un côté, plusieurs groupes se définissent dans une perspective socialement engagée. Leur orientation est fortement marquée par le courant de l'alphabétisation dite conscientisante, inspiré de Paolo Freire. De l'autre côté, des commissions scolaires et certains groupes sont plutôt axés sur l'alphabétisation dite scolarisante, même s'ils reconnaissent la nécessité d'une valorisation personnelle des adultes.

La Commission d'étude sur la formation des adultes (CÉFA), que préside Michèle Jean, publie ses résultats d'enquête en 1982. Elle confirme qu'il existe de vastes inégalités quant à l'accès à la formation pour les adultes, en particulier pour ceux qui sont jeunes ou peu qualifiés. Le rapport de la Commission Jean propose une restructuration globale et des orientations pour le développement futur de l'éducation des adultes. Le gouvernement québécois misera plutôt sur l'amélioration des structures existantes et il appuiera partiellement les grandes orientations du rapport. En 1984, le ministre de l'Éducation, Camille Laurin, publie *Un projet d'éducation permanente, Énoncé de politique et plan d'action*

LES ANNÉES 1980 - FAITS MARQUANTS

- 1980 : mise sur pied de la Commission d'étude sur la formation des adultes (CÉFA) présidée par Michèle Jean
- 1981-1982 : fondation du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ)
- 1982 : publication des résultats de la Commission Jean
- 1983 : création du Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF)
- 1984 : le ministre de l'Éducation du Québec, Camille Laurin, dépose le document *Un projet d'éducation permanente, Énoncé de politique et plan d'action*
- 1984 : l'Université du Québec à Montréal inaugure le certificat en alphabétisation
- 1987 : le gouvernement fédéral se dote d'une politique en alphabétisation et crée le Secrétariat national à l'alphabétisation
- 1988 : l'adoption de la Loi sur l'instruction publique de 1988 (projet de loi 107), l'éducation des adultes obtient une reconnaissance juridique
- 1988 : le Programme de soutien à l'éducation populaire autonome (PSÉPA) remplace le Programme d'aide aux OVEP
- 1988 : première entente fédérale-provinciale, les IFPCA (Initiatives fédérales-provinciales conjointes en matière d'alphabétisation)

qui fixe les orientations fondamentales de l'éducation des adultes. Il y reconnaît les inégalités observées et l'importance d'une éducation tout au long de la vie; il convient que le développement éducatif comporte des dimensions économiques, mais aussi culturelles et sociales. Cependant, l'énoncé d'orientation du gouvernement fait la part belle aux formations qualifiantes, considérées comme une voie privilégiée menant à la reconnaissance sociale, et il limite le

contexte de l'approche pédagogique essentiellement à l'environnement de travail. Oublié, donc « [...] le développement de la personne dans sa globalité et dans l'ensemble de ses potentialités¹ ».

À l'échelle fédérale, en 1987, le gouvernement se dote d'une politique de l'alphabétisation et met sur pied le Secrétariat national à l'alphabétisation. Dans cette veine, la première entente fédérale-provinciale en matière d'alphabétisation

1 - Paul-Henri Lamontagne et al., *Accroître l'accessibilité et garantir l'adaptation, L'éducation des adultes dix ans après la commission Jean*, avis au ministre de l'Éducation et à la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, Québec, 1982, p. 2.

est conclue en 1988. Toutefois, les conditions économiques incitent le gouvernement fédéral à financer uniquement les programmes qui répondent aux besoins du marché du travail. Le gouvernement québécois réagit en partageant les responsabilités de l'éducation des adultes entre les ministères de l'Éducation et de la Main-d'œuvre. Le Programme de soutien à l'éducation populaire autonome (PSÉPA) remplace le Programme d'aide aux organismes volontaires d'éducation populaire (OVEP). Les organismes d'éducation populaire autonome doivent dorénavant être accrédités par le ministère de l'Éducation et présenter des projets qui répondent aux critères du nouveau programme.

La nouvelle *Loi sur l'instruction publique* (projet de loi 107), adoptée en 1988, reconnaît enfin l'éducation des adultes comme une entité administrative autonome, distincte du secteur des jeunes; elle lui confère une reconnaissance juridique qui assure ainsi le droit des adultes à l'éducation et à la gratuité des services.

En résumé, la décennie 1980 témoigne de réalisations majeures comme l'augmentation des budgets en alphabétisation et en formation générale, ce qui permet une meilleure accessibilité à la formation. Malgré tout, cela ne suffit pas à rejoindre la population peu scolarisée, vivant dans la précarité financière et l'exclusion sociale. Il faudra faire « plus et mieux »!

Les années 1990 – L'effervescence

L'Année internationale de l'alphabétisation, décrétée par l'UNESCO en 1990, sensibilise le public à l'impor-

LES ANNÉES 1990 - FAITS MARQUANTS

- 1990 : Année internationale de l'alphabétisation
- 1990 : la DGÉP est remplacée par la Direction de la formation générale des adultes (DFGA)
- 1990 : création de la Fondation pour l'alphabétisation ABC Canada
- 1991 : création de la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF), aujourd'hui le Réseau pour le développement de l'alphabétisme et des compétences (RESDAC)
- 1995 : adoption de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre
- 1995 : réforme du curriculum issue des États généraux sur l'éducation
- 1996 : le ministère de l'Éducation rend publiques les grandes orientations en éducation dans *Prendre le virage du succès*
- 1996 : le ministère de l'Éducation abolit la Direction générale de la formation à distance (DGFD) et la remplace par la Société de formation à distance des commissions scolaires du Québec (SOFAD)
- 1997 : Cinquième Conférence internationale sur l'éducation des adultes, en Allemagne, qui adopte la Déclaration de Hambourg mettant l'accent sur la participation de la population à sa formation

tance des coûts sociaux qu'entraîne l'analphabétisme. Sur cette lancée, les années 1990 sont marquées par une effervescence sans précédent.

Entre 1994 et 1998, à l'initiative de sept pays, on réalise l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes (EIAA). On vise à établir ainsi des comparaisons valables au sujet des compétences de lecture. L'échantillon retenu comprend des adultes de 16 à 65 ans et le Canada fait partie des pays participants. Même si l'échantillonnage québécois est faible, ces évaluations servent toujours de repères aux orga-

nismes comme la Fondation pour l'alphabétisation (FA). D'ailleurs, la FA tire la conclusion suivante : « On estime que de 468 000 à un million de Québécois pourraient bénéficier d'une formation de base. Au Canada, environ 22 % des adultes âgés de 16 ans et plus se classent au niveau le plus faible en matière de capacités de lecture². »

Les facteurs expliquant cette réalité se rapportent essentiellement aux aspects linguistiques, culturels et religieux. Par surcroît, au fil des siècles, on constate que les populations immigrantes francophones

2 - Bergeron, Ulysse, « Le triste sort d'un million de Québécois », *Le Devoir*, 4 septembre 2004.

LES ANNÉES 2000 - FAITS MARQUANTS

- 2002 : le ministère de l'Éducation, des Loisirs et du Sport dépose le Plan d'action en matière d'éducation des adultes et de la formation continue
- 2003 : l'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes révèle que 56 % des francophones du Canada éprouvent de sérieuses difficultés en lecture et en écriture, et se situent aux niveaux 1 et 2
- 2003 : l'Assemblée générale des Nations Unies proclame la période de dix ans débutant le 1^{er} janvier 2003, Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation

provenaient surtout de zones moins scolarisées. L'EIAA révèle aussi l'écart entre les deux groupes linguistiques du pays. Selon l'enquête, 13 % des anglophones canadiens sont classés au niveau 1 sur l'échelle des textes suivis, comparativement à 25 % chez les francophones.

En 1994, le droit des adultes à l'éducation est concrètement reconnu au Québec, avec l'entrée en vigueur du Régime pédagogique de la formation générale des adultes. Les commissions scolaires sont autorisées à offrir des services conçus pour répondre aux besoins de la population adulte : éducation primaire et secondaire des cycles 1 et 2, préparation aux études postsecondaires, orientation, francisation, alphabétisation, intégration socio-professionnelle, etc. Quant à lui, le Régime pédagogique de la formation professionnelle des adultes offre des programmes conçus pour fournir à ses diplômés les compétences nécessaires pour réussir sur le marché du travail.

En 1995, on double les budgets et en 1998, on assiste à une nouvelle

injection d'argent. Selon Sharon Hackett, du Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF), ces nouveaux fonds fédéraux et provinciaux ont généré des projets innovants et la production de matériel pédagogique de qualité. Malheureusement, les fonds fédéraux se sont taris depuis.

Les années 2000 – Un nouveau siècle, de nouvelles voies

Les années 2000 marquent un tournant important : dans la sphère de l'alphabétisation, on se préoccupe plus de l'employabilité que de l'épanouissement de la personne et de sa participation à la collectivité.

En revanche, de nouveaux fonds, issus des grandes fondations, apparaissent. Cependant, leurs objectifs, quoique fort louables, ne tiennent pas nécessairement compte du temps nécessaire à l'apprentissage pour un adulte analphabète.

Le Plan d'action en matière d'éducation des adultes et de la formation continue, mis de l'avant par le gouvernement québécois en

2002, soulève une gamme de défis que devront relever les actrices et acteurs des prochaines décennies. Toutefois, plusieurs intervenants sont déçus des efforts du gouvernement et certains d'entre eux déplorent notamment que les cégeps, les universités et tout le secteur de l'éducation populaire soient les grands oubliés du plan d'action. L'intégration des jeunes décrocheurs aux programmes d'alphabétisation conçus pour les adultes pose un autre défi de taille.

Par contre, certaines mesures gouvernementales sont saluées. Margaret Eaton, présidente de la Fondation pour l'alphabétisation ABC CANADA, voit d'un bon œil la *Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre* adoptée en 1995 et modifiée en 2007. Au début, la *Loi* concourt à augmenter la productivité des entreprises. Avec le temps, elle contribue à instaurer une culture de formation continue. « Je pense que ça conduit à un travail intéressant. Le Québec fait toujours preuve d'avant-garde, mais je pense que la façon qu'il a de gérer l'alphabétisation par la spécificité de la langue est forte. C'est un autre endroit intéressant où chercher des modèles », affirme M^{me} Eaton.

Selon Linda Shohet, directrice générale du Centre d'alphabétisation de Montréal, le Québec se distingue encore aujourd'hui des autres provinces par le fait que les collèges n'investissent pas dans l'alphabétisation des adultes ni dans l'acquisition des compétences de base. À ce chapitre, notons que le Québec diffère aussi du reste de l'Amérique du Nord, ce que regrette M^{me} Shohet.

Quoi qu'il en soit, les partenariats se multiplient entre établissements

d'enseignement et entreprises. On parle de plus en plus de la société du savoir et de l'importance de l'alphabétisation. Les entreprises reconnaissent que la performance et la compétitivité sont directement liées aux compétences des effectifs, et que la formation continue est le principal moyen de conserver ou d'accroître ces compétences.

À la fin de la décennie, les priorités budgétaires vont aux formations qualifiantes et aux mesures d'employabilité. Maryse Perreault, directrice générale de la Fondation pour l'alphabétisation, nuance les bénéfices escomptés de cette approche. « Au Québec, on dort au gaz... On trippe encore beaucoup sur les formations avancées qui bénéficient à des gens déjà très formés qui sont toujours très favorables à la formation... Il est certain que la formation continue va devenir un enjeu de productivité. Mais sur le marché du travail au Québec, 35 % des travailleurs se situent au niveau 1 ou 2. Alors, ils ne sont pas capables de suivre une formation avancée! Les formations devraient permettre de donner des compétences de base à tout le monde, pour qu'ensuite chacun puisse construire sur cette base. »

Daniel Baril, chargé de projet aux politiques en éducation des adultes de l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (anciennement l'Institut canadien pour l'éducation des adultes), n'est pas aussi sévère. Il considère que certains programmes proposent une formation de base adaptée. Il cite en exemple l'entreprise Formation de base pour le développement de la main-d'œuvre (FBDM), qui se spécialise dans l'élaboration et la réalisation de formations sur mesure pour des entreprises ma-

nufacturères ou de services, des entreprises d'économie sociale, des syndicats, etc.

Et aujourd'hui – Des réalisations et d'autres défis à relever

Aujourd'hui, au Québec, six types d'établissements sont autorisés à offrir des services aux adultes au niveau secondaire. Ces établissements sont répartis entre le réseau officiel de services d'éducation aux adultes (commissions scolaires et établissements privés régis par la Loi), qui est encadré par le régime pédagogique, et le réseau non officiel, qui répond aux exigences du ministère de l'Éducation, mais n'est pas tenu de respecter toutes les dispositions de la Loi (groupes d'éducation communautai-

res, organismes communautaires d'employabilité, groupes d'alphabétisation communautaires et établissements privés non régis par la Loi, comme les écoles de langue). Les secteurs francophones et anglophones se distinguent par des traditions et des pratiques très différentes, même si la communication entre les deux groupes linguistiques s'est améliorée au cours des dernières années. Du côté anglophone, ce sont également les commissions scolaires qui sont chargées des formations pour adultes menant à un diplôme. Tout ce qui entoure l'éducation populaire passe par le secteur bénévole. Plusieurs des centres d'alphabétisation sont situés dans les écoles. « Ils ne sont pas censés être dans les écoles, surtout dans les communautés éloignées ayant une faible population et peu

Félicitations à la FCAF pour son 20e anniversaire

*Le SEFFA contribue à la construction
identitaire, culturelle et linguistique
fransaskoise et favorise le développement des
francophones et des francophiles par
l'éducation et la formation postsecondaire
collégiale et la formation continue en français.*



de ressources », explique Linda Shohet en précisant que les cours offerts dans les écoles posent problème aux apprenants.

L'alphabétisation en région présente également des enjeux particuliers. On observe le modèle des anciennes écoles de village : une seule classe regroupant plusieurs niveaux d'apprentissage. Cette façon de faire exige beaucoup de souplesse et de dévouement de la part des formatrices et formateurs. D'autant plus qu'en région, les intervenants sont peu nombreux et qu'ils risquent parfois de se sentir bien seuls. Dans ces milieux, la technologie devient fort utile puisqu'elle permet les échanges entre les intervenants éloignés qui composent avec des situations similaires. Par contre, pour les personnes peu alphabétisées, la technologie est à la fois une aide à l'apprentissage et une difficulté supplémentaire pour la participation à

la vie économique et collective. Selon Solange Tougas, présidente du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ), l'un des principaux défis à relever consiste à rejoindre les personnes qui ont besoin d'alphabétisation. C'est ici que les groupes populaires d'alphabétisation peuvent réussir, puisqu'ils adoptent une démarche sociale, souple, et qu'ils sont proches des collectivités.

Somme toute, l'alphabétisation est bien enracinée au Québec, avec 800 organismes toujours reconnus par le ministère de l'Éducation. Ces groupes perçoivent l'alphabétisation comme une démarche d'affirmation par laquelle l'adulte peu alphabétisé exerce sa citoyenneté de façon pleine et entière. Selon Christian Pelletier, coordonnateur du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Qué-

bec (RGPAQ), « Un groupe populaire d'alphabétisation, ce n'est pas seulement un endroit où l'on fait l'apprentissage de la lecture et de l'écriture, c'est aussi un milieu de vie. »

M. Pelletier déplore cependant que la lutte contre l'analphabétisme ne prenne pas une place plus importante dans notre société et qu'elle ne soit perçue que dans sa dimension économique. « On parle beaucoup de compétences essentielles en lien avec le marché du travail, mais il ne faudrait pas oublier que l'analphabétisme a aussi des conséquences sociales et humaines importantes. Le défi qu'il nous faut relever comme société est de nous donner une vision exhaustive de l'analphabétisme et de nous doter d'une stratégie globale, qui met en place des mesures concrètes pour contrer ses conséquences dans toutes ses dimensions. » ■

Bibliographie

- Gagné, Stéphane, « Politique gouvernementale d'éducation des adultes et de formation continue - Après cinq ans, un bilan mitigé », revue *À lire*, Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF), Ottawa, 2006-2007, p. 11.
- Gouvernement du Québec, *Une histoire de l'éducation des adultes – Apprendre tout au long de la vie*, 2007.
- Larose, Christiane, « L'ICÉA porte le flambeau de l'éducation des adultes depuis soixante ans », revue *À lire*, Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF), Ottawa, 2006-2007, p. 19 et 20.
- Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ), *Une force en mouvement - 20 ans d'histoire et d'engagement*, Québec, 2003.

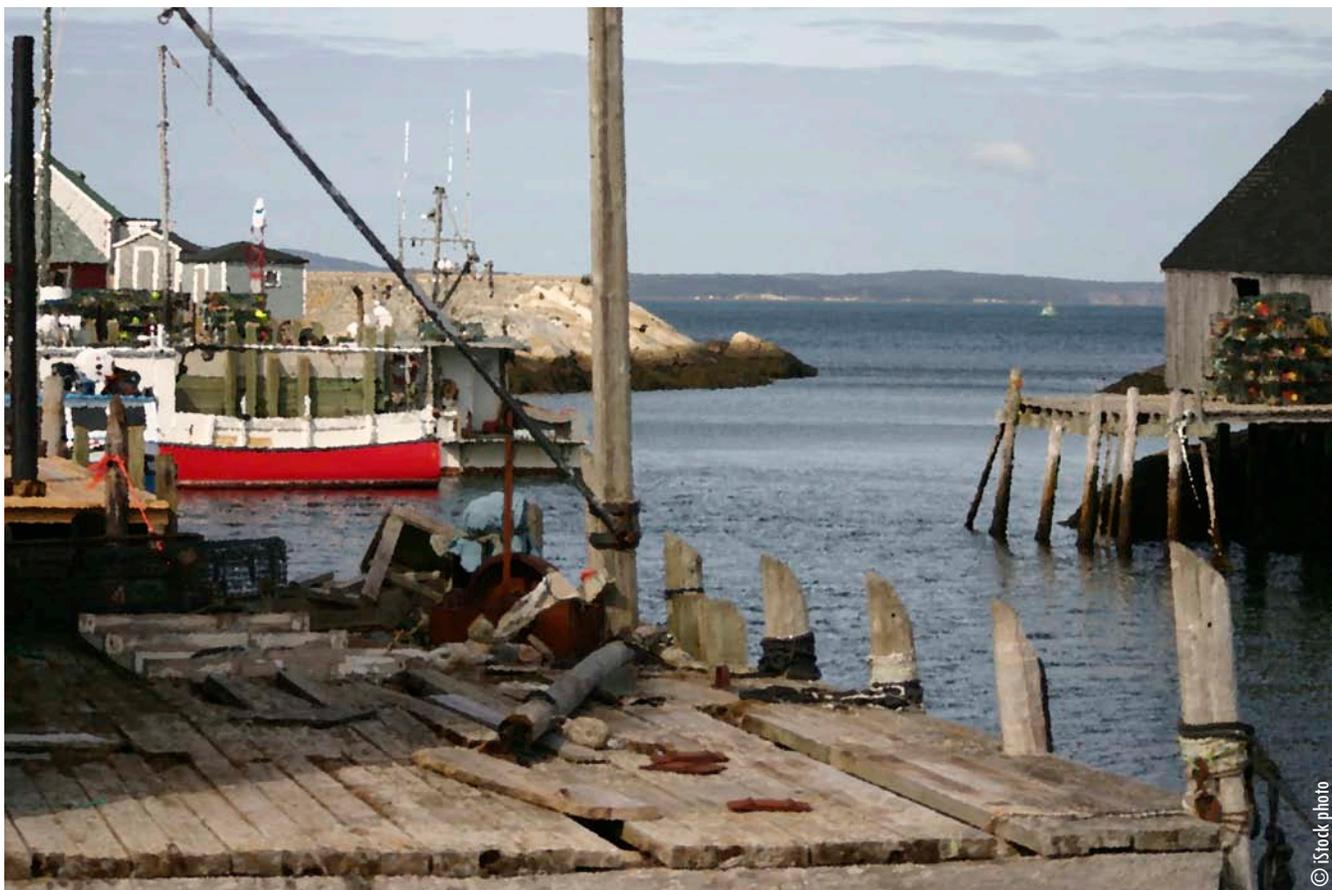
Bon 20e anniversaire

www.radiorfa.com

twitter.com/arcduncanada

facebook.com/arcduncanada

ARC du Canada
Alliance des radios communautaires



L'ALPHABÉTISATION EN FRANÇAIS : LE CAS DE L'ATLANTIQUE

Marie-Claire Pitre

L'histoire des provinces atlantiques et de l'Acadie a produit une intéressante diversification linguistique de la région. Les Acadiens, parfois surnommés « piétons de l'Atlantique » en raison des déportations successives que leur a valu le Grand Dérangement initial de 1755, se retrouvent aujourd'hui éparpillés sur l'ensemble du territoire. En 2006, la population totale de l'Atlantique se chiffrait à 2 284 779 habitants, dont 276 250 francophones.

Le Conseil atlantique des ministres de l'Éducation et de la Formation (CAMEF) a analysé les résultats de l'Enquête internationale sur l'alphabetisation et les compétences des adultes (EIACA) :

Les données de l'EIACA de 2003 montrent qu'entre 44,8 et 56 % de la population adulte des provinces de l'Atlantique possèdent une compréhension de textes suivis de niveau 1 ou 2; entre 47,2

et 58,3 % atteignent ces niveaux pour la compréhension de textes schématiques. Les proportions sont encore plus élevées pour ce qui est de la numératie. Ces résultats signifient que plus de la moitié des adultes vivant au Canada atlantique affichent un niveau de littératie et/ou de numératie inférieur à 3 (compétences minimales requises pour répondre aux exigences de la vie quotidienne et du travail dans

une société complexe et avancée), et éprouvent de la difficulté à surmonter les défis rencontrés au travail et à la maison. Certaines provinces de l'Atlantique ont obtenu des scores de littératie inférieurs à la moyenne nationale¹.

De toutes les provinces atlantiques, seul le Nouveau-Brunswick a fait l'objet d'une analyse approfondie des taux d'alphabétisme de ses communautés. En 2003, 66 % des francophones n'atteignaient pas le niveau 3 sur l'échelle des textes suivis comparativement à 51 % des anglophones. Il s'agissait alors de l'écart le plus important de tous les groupes francophones en milieu minoritaire au Canada. Cependant, il faut mentionner que 35 % des francophones du Nouveau-Brunswick avaient effectué leurs tests en anglais.

Comme le disait l'UNESCO dans son rapport de 2001, *L'alphabétisation et la formation de base en français au Canada*, « cela montre le défi de la refrancisation ». Il est clair que les dangers d'assimilation sont tangibles en Atlantique. D'ailleurs, Rodrigue Landry, directeur de *l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques*, a effectué des recherches sur l'éducation en milieu minoritaire et sur la communauté acadienne en général. Il a conclu qu'il faut intervenir de façon positive dans les domaines des médias de masse et de l'affichage commercial pour assurer la viabilité du français dans les provinces atlantiques.

Le milieu communautaire joue un rôle important en alphabétisation dans les provinces atlantiques. L'éducation reste cependant une compétence provinciale, tout comme l'alphabétisation et l'éducation des adultes.

ORGANISMES FRANCOPHONES ŒUVRANT EN ALPHABÉTISATION DANS LES PROVINCES ATLANTIQUES, POPULATIONS ET TAUX D'ALPHABÉTISME

Province	Organisme francophone	Nombre de personnes ayant le français comme première langue parlée <small>*en 2006</small>	Taux d'alphabétisme*
Île-du-Prince-Édouard	Société éducative de l'Île-du-Prince-Édouard / Collège Acadie Î.-P.-É.	5 180	48 % : niveaux 1 et 2 en lecture et utilisation des documents 55 % : niveaux 1 et 2 en numératie
Terre-Neuve-et-Labrador	Fédération des francophones de Terre-Neuve-et-Labrador (FFTNL) Réseau Alphabétisme Terre-Neuve-et-Labrador (Literacy Newfoundland and Labrador)	2 030	Plus de 50 % des adultes de 16 ans et plus sont aux niveaux 1 et 2.
Nouvelle-Écosse	Équipe d'alphabétisation Nouvelle-Écosse	32 940	52 % : niveaux 1 et 2 en lecture et utilisation des documents
Nouveau-Brunswick	Fédération d'alphabétisation du Nouveau-Brunswick	236 100	66 % des adultes acadiens sont aux niveaux 1 ou 2.

*Les taux d'alphabétisme relevés dans les différentes provinces ne sont pas entièrement comparables, car ils reposent sur des échantillonnages différents, par exemple les tranches d'âge considérées.

Sources :

- Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada (FCFA), *Profils des communautés francophones et acadiennes du Canada, compilation d'informations de la FCFA*, 2009, septembre 2011.
- Satya Brink, *EIACA de 2003 : Principales données de recherche - 1^{re} partie*, Ressources humaines et développement social Canada, Direction de la politique sur l'apprentissage, Ottawa, 2005.
- Satya Brink, *Résultats en littératie au Nouveau-Brunswick : Répercussions des conclusions de l'EIACA 2003-2006*, présentation PowerPoint tirée de EIACA de 2003 : Principales données de recherche - 1^{re} partie.
- Satya Brink, *Résultats en littératie à l'Î.-P.-É. : Répercussions des conclusions de l'EIACA 2003-2006*, présentation PowerPoint tirée de EIACA de 2003 : Principales données de recherche - 1^{re} partie.
- Rodrigue Landry, *Diagnostic sur la vitalité de la communauté acadienne du Nouveau-Brunswick*, Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick.
- Statistique Canada, *Population du Canada, des provinces et des territoires au cours des 50 dernières années*, Série Analyse du Recensement de 2006, septembre 2011.

1 - Conseil atlantique des ministres de l'Éducation et de la Formation, *La littératie : une clé d'apprentissage et une voie vers la prospérité – Plan d'action 2009-2014 pour le Canada Atlantique*, présentation des initiatives régionales des ministres de l'Éducation et de la Formation des provinces atlantiques, septembre 2009.

Nouvelle-Écosse

L'Équipe d'alphabétisation Nouvelle-Écosse (ÉANÉ) fait ses premiers pas en 1992, en tant que comité de la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse (FANE). L'impulsion vient de l'étude *Les premiers pas vers l'alphabétisation, l'éducation de base et le rattrapage scolaire dans les milieux acadiens de la Nouvelle-Écosse*, effectuée par Carmelle d'Entremont et publiée en 1990. La coalition Literacy Nova Scotia (LNS), équivalent anglophone de l'ÉANÉ, voit aussi le jour en 1992.

L'ÉANÉ offre des services et des programmes d'alphabétisation des adultes et d'alphabétisation familiale en français; elle est membre de la LNS. De son côté, la LNS offre des programmes de formation et met au point E-campus, un forum électronique qui sert quotidiennement à la formation de formateurs.

En 2001, la Nouvelle-Écosse lance *l'École de formation des adultes de la Nouvelle-Écosse / Nova Scotia School for Adult Learning (ÉFANÉ/NSSAL)* pour coordonner les programmes offerts dans ce domaine. L'École s'efforce d'offrir des services intégrés aux adultes qui souhaitent améliorer leur littératie : accessibilité financière; partenariats en financement; et reconnaissance, coordination ou continuité du service aux apprenants adultes. Avant sa création, les différents organismes œuvrant dans le domaine étaient isolés les uns des autres. L'ÉFANÉ/NSAAL dispense aux adultes admissibles des programmes qui vont de l'alphabétisation de base jusqu'au diplôme d'études secondaires ou l'équivalent; elle accorde des fonds aux organismes communautaires, aux collèges communautaires et aux commissions scolaires.

Pour sa part, l'Université Sainte-Anne offre des programmes de formation générale en français aux adultes qui n'ont pas obtenu leur diplôme d'études secondaires.

En 2008, la Nouvelle-Écosse établit également le Programme de formation en milieu de travail qui permet à des travailleurs ou à des groupes d'employés d'obtenir des cours sur mesure en compétences essentielles. Ces cours, qui durent de 40 à 80 heures, sont offerts dans le milieu de travail ou à proximité. Ils sont élaborés conjointement par la province et par l'Association of Workplace Educators of Nova Scotia (AWENS). Le Programme assume le coût des formateurs.

En 2010, la province innove en adoptant une loi sur l'éducation des adultes. Durant l'automne 2011, elle invite sa population à commenter le règlement accompagnant cette loi.

Île-du-Prince-Édouard

Au début des années 1990, la Société Saint-Thomas-d'Aquin, porte-parole des Acadiens de l'Île-du-Prince-Édouard, met sur pied la Société éducative pour promouvoir l'éducation permanente et populaire ainsi que la formation et le perfectionnement des adultes. En 2008, la Société éducative prend le nom de Collège Acadie Î.-P.-É. Elle offre des cours collégiaux en français qui constituent son principal dossier et sa principale source de revenus. Vu le nombre restreint d'adultes inscrits, le Collège offre plutôt du tutorat. Du côté anglophone, la PEI Literacy Alliance a vu le jour au début des années 1990.

Terre-Neuve-et-Labrador

En 2000, le gouvernement provincial lance le Plan stratégique d'alphabétisation qui vise trois objectifs : l'atteinte de niveaux d'alphabétisation parmi les plus élevés au pays; une culture qui considère l'alphabétisation comme un objectif pour toute la population; et une approche intégrée des services. Il crée un fonds de dotation en alphabétisation dont la gestion est confiée à un comité que préside le ministre de l'Éducation; le financement est assuré par la province et le gouvernement fédéral. La province se concentre sur l'alphabétisation familiale et la petite enfance. Pour ce faire, elle augmente le temps consacré à la langue dans les écoles, soutient la formation continue des enseignants et fournit des outils aux enseignants et aux parents.

En avril 2006, les Terre-Neuviens mettent sur pied un organisme anglophone sans but lucratif, *Literacy Newfoundland (Literacy NL)*, qui travaille à la promotion de la littératie; il offre ainsi des cours et du soutien pour l'utilisation d'un ordinateur ou de documents et pour le travail de groupe. Il s'agit d'un réseau regroupant les individus et les organismes communautaires impliqués en alphabétisation et en formation continue. Literacy NL accorde également des fonds pour créer des partenariats entre groupes communautaires.

La Fédération d'alphabétisation du Nouveau-Brunswick (FANB) est un organisme à but non lucratif œuvrant en alphabétisation des adultes et en compétences essentielles auprès des acadiens francophones du Nouveau-Brunswick.

Pour renseignements :
506-548-5551 (local) * 1-866-473-4404 (sans frais)
reception@fanb.ca * www.fanb.ca



FANB
Fédération d'alphabétisation
du Nouveau-Brunswick

En 2008, la province effectue une consultation pour établir un plan stratégique en alphabétisation des adultes. Aujourd'hui, les programmes de formation de base des adultes sont offerts par des organismes communautaires, le *College of the North Atlantic* et quelques institutions privées. Selon Caroline Vaughan, directrice générale de Literacy NL, le plan stratégique du gouvernement sera lancé plus tard durant l'année scolaire 2011-2012.

En 2011, avec le *Newfoundland and Labrador Laubach Literacy Council*, Literacy NL lance une campagne de financement nommée *Literacy 2011 Ticket Lottery*. Le moment culminant sera le tirage d'un prix de 10 000 \$ durant la Journée de l'alphabétisation familiale, le 27 janvier 2012.

De son côté, la *Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador (FFTNL)* s'efforce de répondre aux besoins de la petite communauté francophone. Son mandat est vaste et il consiste à encourager la participation à des cours en français.

Nouveau-Brunswick

La Fédération d'alphabétisation du Nouveau-Brunswick (FANB) est le premier regroupement d'intervenants francophones en alpha-

bétisation à voir le jour dans la région de l'Atlantique. Fondée en juin 1989, elle rassemble dès ses débuts des conseils représentatifs qui entérinent ses décisions. Au cours des années 1990, on assiste à une croissance du nombre d'apprenants dans les classes, car les participants reçoivent une allocation de base hebdomadaire en plus du remboursement de leurs frais de transport et de garderie. Ce programme de Développement des ressources humaines Canada ne fera pas long feu après le transfert des programmes de formation à la province. « À l'heure actuelle, les apprenants et apprenantes doivent travailler une partie de l'année pour accumuler suffisamment de semaines pour recevoir leur assurance-emploi durant leurs semaines de formation », expliquent Samia Awad et Patrick Jeune de la FANB. Le pendant anglophone de la FANB, la Literacy Coalition of New Brunswick, a été fondé en 1988; il mène aussi des projets de recherche, des ateliers de formation et des activités de sensibilisation.

Dans la province, la décennie 2010 est marquée par l'adoption de la stratégie et du plan d'action *Travailler ensemble à l'alphabétisation des adultes*. En 2011, le ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail (MEPFT) combine, puis im-

plante les initiatives en apprentissage pour adultes et en compétences essentielles au travail. Au printemps 2011, les organismes communautaires Laubach Literacy NB, la Fédération d'alphabétisation du Nouveau-Brunswick, la Literacy Coalition et la Base de données en alphabétisation des adultes font, avec le MEPFT, une tournée provinciale de promotion et de sensibilisation.

Depuis 1995, la Base de données en alphabétisation des adultes (BDAA) a pignon sur rue à Fredericton, au Nouveau-Brunswick. Mise sur pied en 1989, la BDAA a apporté, au fil des ans, son soutien à la communauté d'alphabétisation de l'Atlantique en offrant son service de développement et d'hébergement de sites Web, son service de courriels et de forums en ligne. Sa bibliothèque numérique héberge les documents de ses clients et de ses partenaires.

L'Année internationale de l'alphabétisation

Célébrée en 1990, l'Année internationale de l'alphabétisation trouve le milieu de l'éducation des adultes en pleine effervescence dans les provinces atlantiques. Pourtant, Colette Aucoin, vice-présidente à l'administration du Collège Acadie Î.-P.-É., et Catherine O'Bryan, de la PEI Literacy Alliance, s'accordent pour dire qu'elles n'en gardent presque aucun souvenir. Des propos que nuance la responsable de l'alphabétisation du Collège Acadie Î.-P.-É., Colette Arsenault, en précisant : « Il est certain que l'Année internationale de l'alphabétisation a mis cette problématique sur la place publique. »

Le Secrétariat national à l'alphabétisation, que le gouvernement



The Centre for Literacy
Le centre d'alphabétisation

Recherche
Évaluation de programmes
Transfert de connaissances

2100 avenue Marlowe, bureau 236, Montréal, (QC) H4A 3L5
Téléphone : 514 798-5601; télécopieur : 514 798-5602
www.centre.forliteracy.qc.ca

Mulroney met sur pied en 1987, aura un impact tangible sur les organismes d'alphabétisation. Il deviendra, au cours des années suivantes, leur principal bailleur de fonds pour effectuer des recherches et préparer des ressources d'apprentissage en alphabétisation des adultes et en alphabétisation familiale.

L'alphabétisation, ça me touche plus que je le pense

Selon Roger Doiron, la dernière décennie a permis de prendre la mesure des problèmes. À la fin de son mandat comme membre du Conseil d'administration de la BDAA et de la FANB, en 2009, il envisage l'avenir avec un certain optimisme : « Il y a eu un changement d'attitude, on voit plus que jamais l'importance d'avoir une population pleinement alphabétisée. »

Les 15 à 20 dernières années ont permis à la région atlantique d'expérimenter diverses approches, d'organiser des événements, de mener des recherches et de produire du matériel d'apprentissage. À partir de la fin des années 2000, il est devenu évident que le fonctionnement « en silos » des divers organismes devait céder la place à des partenariats pour offrir des services mieux adaptés aux restrictions budgétaires généralisées. Dans ce contexte financier, la Société nationale de l'Acadie (SNA) fait de l'alphabétisation un dossier prioritaire. Depuis, la Commission acadienne et francophone pour l'alphabétisation en Atlantique réunit périodiquement les intervenants acadiens et francophones de la région.

En 2009, les provinces de l'Atlantique font preuve d'un bel esprit de coopération. Par l'entremise du Conseil atlantique des ministres

de l'Éducation et de la Formation (CAMEF), elles adoptent un plan d'action régional pour améliorer les compétences en littératie de leurs populations. Ce plan a deux principaux buts : le premier est de sensibiliser la population aux bienfaits socioéconomiques d'une amélioration de la littératie et d'encourager les employeurs et les groupes industriels à valoriser les programmes d'alphabétisation et d'acquisition des compétences essentielles; le second est d'améliorer les normes professionnelles, de hausser la qualité et l'efficacité de l'alphabétisation, et d'augmenter les connaissances et les compétences des formateurs et formatrices. En novembre 2010, une campagne télévisuelle bilingue nommée « L'alphabétisation, ça me touche plus que je le pense » fait connaître le plan d'action régional.

Individuellement, les gouvernements provinciaux travaillent à promouvoir l'éducation tout au long de la vie. Ainsi, en 2010, le Nouveau-Brunswick amorce la nouvelle décennie en publiant la stratégie et le plan d'action *Travailler ensemble à l'alphabétisation des adultes*. Pour sa part, la Nouvelle-Écosse adopte, la même année, une loi sur l'éducation des adultes. À l'automne 2011, elle invite sa population à commenter le règlement qui accompagnera cette loi.

Et demain ?

Pour l'ensemble des intervenants, il est clair que l'alphabétisme va demeurer un dossier crucial durant les années à venir, car les changements dans le paysage économique de la région atlantique nécessiteront une main-d'œuvre de plus en plus qualifiée. « On doit offrir davantage d'occasions d'apprentissage, affirme Catherine O'Bryan,

de la PEI Literacy Alliance. Mais en même temps, les apprenants n'ont pas les moyens de suivre des programmes qui n'offrent pas un soutien financier leur permettant de faire vivre leur famille. » Colette Aucoin, de l'Île-du-Prince-Édouard, est d'accord : « Sans financement, les programmes d'alphabétisation ne pourront être soutenus. »

On parle maintenant de compétences essentielles et d'employabilité, mais de moins en moins d'alphabétisation. Ce changement de vocabulaire traduit aussi un changement de priorités, ce qui inquiète plus d'un organisme.

« Les années qui s'en viennent sont des années de transition », explique Patrick Jeune, directeur général de la FANB. Natasha Bozek, directrice de la Literacy Coalition NB, est du même avis : « Il faudra mettre moins l'accent sur l'alphabétisation et davantage sur la formation de la main-d'œuvre. Il nous faudra incorporer l'alphabétisation familiale à nos autres activités. »

Pourtant, la volonté d'offrir des services aux personnes qui se situent aux niveaux 1 et 2 reste bien présente. En Nouvelle-Écosse, Ghislaine D'Eon, qui dirige l'ÉANÉ, est claire : « L'équipe s'engage à continuer de travailler avec ses partenaires pour offrir des programmes aux familles acadiennes et francophones de la Nouvelle-Écosse. »

Colette Arsenault, présidente de la FCAF, arrive à la même conclusion : « Après 20 ans d'alphabétisation pour un petit pourcentage de la population, il est temps de changer nos approches, de briser les barrières et de permettre à tous les adultes de recevoir une éducation qui leur permette de répondre à leurs besoins et de vivre avec dignité. » ■



L'ALPHABÉTISATION DANS LE NORD : COMPÉTENCES ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, LE GRAND ÉCART

Pascale Castonguay, journaliste, Association de la presse francophone, et Karine Projean

Les Autochtones forment une part importante de la population dans le Nord, où ils dépassent généralement le nombre de non Autochtones. D'après les données du recensement de 2006, le Canada compte 50 485 Inuits. La plupart vivent dans l'une des quatre régions appelées collectivement Inuit Nunaat, expression inuktitute qui signifie « patrie inuite ». Ces quatre régions sont le Nunavut, le Nunavik (dans le Nord du Québec), le Nunatsiavut (au Labrador) et la région inuvialuite (dans les Territoires du Nord-Ouest). Les Inuits composent environ 85 % de la population du Nunavut; ils sont majoritaires au Nunavik et au Nunatsiavut.

En 2006, les Territoires du Nord-Ouest comptaient 20 635 Autochtones, qui représentaient 50,2 % de la population totale. Au Yukon, environ 26 % de la population est autochtone; le territoire abrite 14 Premières Nations, qui parlent huit langues¹.

La situation et les stratégies d'alphabétisation varient d'un territoire à l'autre. Les trois territoires assurent aujourd'hui différents services dans ce domaine, en anglais, en français

et en diverses langues autochtones. Le Nunavut n'a obtenu le statut de territoire canadien que le 1^{er} avril 1999. Pourtant, il a déjà constitué le Conseil d'alphabétisation du Nunavut, qui offre des services d'alphabétisation familiale et communautaire dans les trois langues officielles du territoire : l'inuktitut, l'anglais et le français.

Le Collège de l'Arctique du Nunavut offre, en anglais, des programmes d'alphabétisation et de formation de base pour adultes dans 23 des 26 collectivités du territoire, par l'intermédiaire de son réseau de centres communautaires d'acquisition du savoir. Le groupe Parents and Children Together mène des recherches sur la langue inuite et sur le développement de l'alphabétisation. Dans le cadre de cette initiative, il fournit également des outils promotionnels utiles pour l'alphabétisation familiale afin de sauvegarder l'inuktitut.

Territoires du Nord-Ouest

Les Territoires du Nord-Ouest comptent un millier de francophones qui vivent principalement dans la zone

urbaine de Yellowknife, mais qui sont aussi éparpillés dans les communautés de Fort Smith, d'Inuvik, de Hay River et de Norman Wells.

Fondé en 2004, l'organisme Alpha TNO s'appelait auparavant Services d'alphabétisation francophone des Territoires du Nord-Ouest. Il répond aux besoins des Franco-Ténois qui cherchent à améliorer leurs compétences en littératie. Une étude de besoins, effectuée en 1993, a fait germer l'idée de mettre sur pied Alpha TNO, mais il aura fallu attendre un peu plus de 10 ans avant que l'organisme voie le jour. Selon sa coordonnatrice, Vicky Lyonnais, la recherche de financement demeure une constante bataille, même aujourd'hui.

Bien qu'Alpha TNO soit en selle depuis sept ans, son personnel cherche toujours des façons d'adapter l'offre aux besoins de la clientèle. M^{me} Lyonnais précise : « L'organisme a fait une étude de besoins et une recherche partout au pays pour choisir deux programmes d'alphabétisation qui pourraient être appliqués dans les Territoires du Nord-Ouest. On pense employer

1 - Ces données sont tirées de l'étude *Arctique : Les Autochtones du Nord canadien*, Tonina Simeone, Parlement du Canada, Division des affaires sociales, octobre 2008.

Internet ou la vidéoconférence pour rejoindre les personnes dans les communautés plus isolées. »

D'ailleurs, Alpha TNO planifie un sondage qu'il mènera auprès des parents afin de connaître leur intérêt pour des services de mentorat-tutorat. « Le but est d'aider les parents par rapport à l'école et d'aider les enfants dans leur cheminement scolaire », poursuit la coordonnatrice.

Soulignons que l'organisme a également offert un service de francisation jusqu'en 2010. Depuis l'ouverture du Collège des Territoires du Nord-Ouest, qui donne de la formation continue en francisation, il se concentre toutefois sur l'alphabétisation.

Établi en 1990, au cours de l'Année internationale de l'alphabétisation, le Northwest Territories Literacy Council offre des services d'alphabétisation familiale aux anglophones et aux autochtones anglophones. « Selon l'enquête de 2003, 69 % des personnes d'origine autochtone dans les Territoires du Nord-Ouest ne possèdent qu'une partie des compétences essentielles », constate la directrice générale du Council, Helen Balanoff.

M^{me} Balanoff estime que l'alphabétisation ne se porte pas très bien. « On ne voit pas de réelles améliorations au fil des ans. » Toutefois, elle note que certaines initiatives portent tout de même des fruits et laissent entrevoir des perspectives positives pour l'avenir. « L'alphabétisation familiale est une très bonne façon d'apporter la littératie dans les familles. Presque chaque communauté offre un programme d'alphabétisation familiale. Le personnel enseignant de maternelle voit la différence chez les enfants

dont la famille suit le programme », reconnaît M^{me} Balanoff.

Yukon

Au Yukon, l'organisme sans but lucratif Yukon Learn Society (YLS) reçoit l'appui financier du gouvernement. Tout comme le Collège du Yukon, l'YLS n'offre que des services en anglais. Les francophones peuvent toutefois se tourner vers le Service d'orientation et de formation des adultes (SOFA), qui tire son financement de plusieurs sources, entre autres des ententes bilatérales en éducation et de la Feuille de route alpha-familiale.

Le SOFA est l'un des services de l'Association franco-yukonnaise (AFY), qui gère les dossiers d'alphabétisation depuis 1991. Ce guichet francophone unique travaille sur plusieurs composantes de l'alphabétisation des adultes, entre autres l'alphabétisation familiale. « Cet organisme effectue l'évaluation des besoins avec une conseillère et il offre du tutorat pour l'apprentissage des adultes en lecture et en mathématiques, pour l'obtention du GED, soit l'équivalent du diplôme d'études secondaires, et pour des cours d'informatique de base », explique la codirectrice générale de l'AFY, Isabelle Salesse.

Le Family Literacy Centre agit également à titre de Centre multiculturel de ressources en alphabétisation familiale. La Yukon Literacy Coalition en assure la gestion avec la collaboration de nombreux organismes, dont le SOFA qui dessert les francophones.

Soulignons que 3,9 % de la population du Yukon est francophone, alors que 85,4 % est anglophone et

10,8 % parle une langue autochtone. Selon M^{me} Salesse, « une plus grande proportion de jeunes francophones a atteint un niveau de scolarité élevé, comparativement aux jeunes anglophones ».

Cette observation s'appuie sur les données tirées du *Portrait des minorités de langue officielle au Canada : les francophones du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut*. Le pourcentage de francophones de ces deux régions qui ont obtenu un certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'un autre établissement d'éducation postsecondaire s'élève à 26,2 %, alors que le pourcentage est de 23,9 % chez les anglophones.

Dans les années à venir, les régions du Nord auront un défi de taille à relever, en particulier pour leurs populations autochtones. Bon nombre de grands projets d'exploitation et de mise en valeur des ressources seront à la recherche de personnel qualifié alors que les taux d'alphabétisme et les niveaux de scolarité des populations autochtones sont faibles.

La Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie recommandait déjà en 2001 de chercher des moyens pour faire en sorte que « l'exploitation des ressources non renouvelables conduise les Autochtones du Nord vers un avenir viable ». Une de ses principales recommandations mentionnait ainsi l'acquisition de compétences et l'apprentissage pour permettre aux Autochtones de « bénéficier de façon tangible et durable des bienfaits de l'exploitation des ressources non renouvelables ». ■



UN COLLÈGE FRANCOPHONE EN COLOMBIE-BRITANNIQUE

Karine Projean

Avec 1,4 % de francophones, la Colombie-Britannique vient au troisième rang des provinces ayant la plus grande population francophone à l'extérieur du Québec (après le Nouveau-Brunswick et l'Ontario). Elle compte en effet 300 000 personnes qui disent parler français. Le recensement de 2006 a répertorié environ 40 000 francophones répartis entre Vancouver et Victoria ainsi que 30 000 autres éparpillés un peu partout dans le reste de la province, par exemple dans des enclaves comme Prince George dans le centre-nord et Kelowna dans le sud.

Historiquement, la population francophone de la Colombie-Britannique s'est formée avec des migrants

venus majoritairement du Québec, mais aussi de l'Ontario et des provinces atlantiques. Attirés par le climat, l'environnement et les possibilités d'emplois, certains voulaient travailler le temps d'un été, mais ils sont restés, puis ont finalement fondé une famille. La croissance de la population francophone a mené au développement de services en français, le plus souvent offerts par des organismes communautaires, et à la fondation d'institutions.

Le domaine de l'éducation ne fait pas exception à cet égard. Au fil des ans, des écoles de langue française ont ouvert leurs portes et les programmes scolaires en français ont pris de l'ampleur. Aujourd'hui, il est possible de suivre un certain

nombre de cours universitaires en français en Colombie-Britannique. À titre d'exemple, à l'Université Simon Fraser, le Bureau des affaires francophones et francophiles cherche à encourager et à coordonner les activités de formation au niveau du baccalauréat, de la maîtrise et du doctorat en français.

La province compte un seul collège de langue française, le Collège Éducacentre. Dès les années 1980, il a démarré des activités d'alphabétisation, mais il ne s'est incorporé comme organisme sans but lucratif qu'en 1992. Aujourd'hui, le Collège dessert toute la province avec trois campus, le premier à Vancouver, le deuxième à Victoria et le troisième à Prince George. Il a en outre

lancé le Campus virtuel, en 2005, pour répondre à des besoins que d'autres organismes et institutions ne comblaient pas.

« Les francophones peuvent suivre leur scolarité en français, depuis la maternelle jusqu'à la 12^e année, en Colombie-Britannique, explique Yvon Laberge, directeur général du Collège Éducacentre. Au niveau universitaire, ils peuvent également suivre des cours en français. C'est le volet de formation non formelle, dont le Collège Éducacentre s'occupe, et le niveau collégial qui sont moins développés. Nous travaillons pour combler cet écart, ce manque dans le continuum des services d'éducation qui devraient être disponibles. » Le Collège offre donc toute une série de programmes et de services dont le but est de faciliter l'accès à une formation répondant aux besoins particuliers des francophones, besoins qu'ils ont exprimés eux-mêmes ou que le Collège les a aidés à préciser. Le Collège offre ainsi des programmes de formation de base, de formation continue, de formation sur mesure et de formation collégiale en plus d'un service de formation-intégration à l'emploi.

En ce qui concerne la population desservie, Yvon Laberge explique les changements survenus ces dernières années. « Historiquement, la population francophone de la Colombie-Britannique était surtout d'origine québécoise, ce que confirment les données de 2006. À présent, on constate toutefois une augmentation du nombre de jeunes francophones nés dans la province. On observe également au Collège une croissance très importante du nombre d'immigrants qui ont recours à nos services. Certains ont des besoins très particuliers. En fait, il y a trois types d'immi-

grants au Canada : les immigrants économiques, qui viennent avec de fortes sommes à investir, les immigrants qui ont obtenu un permis de résidence permanente après avoir fait une demande d'immigration légale et, enfin, les réfugiés. Quand ils arrivent ici, ils ont besoin d'aide pour s'intégrer. Très souvent, leur premier souci est l'intégration économique, mais cette dernière est limitée à cause des compétences qu'ils ne possèdent pas ou de leurs diplômes qui ne sont pas reconnus. Certains, surtout des deux premières catégories, sont très instruits, mais trop souvent ces compétences ne sont pas reconnues.

Une très forte proportion des réfugiés arrive au Canada avec une longue histoire de migration. Ces personnes ont de très grands besoins, qui vont bien au-delà de la littératie. Très souvent, ils n'ont pas pu fréquenter d'é-

cole ou leur scolarité a été trop fragmentée et la plus grande partie de leur bagage scolaire s'est perdue en cours de route. Ils connaissent donc un écart entre leurs compétences en littératie et les exigences du milieu scolaire ou postsecondaire et du milieu de travail. Souvent, ils ont aussi vécu des expériences traumatiques assez graves, dont on voit les conséquences aujourd'hui. Nos services d'accueil et d'établissement sont donc essentiels à la bonne intégration de tous les immigrants. En plus, les services d'orientation que nous offrons sont très importants pour faciliter la reconnaissance des besoins et pour donner des avis sur la meilleure voie à suivre pour répondre aux besoins individuels. Les femmes sont particulièrement touchées par ce problème. C'est pourquoi nous avons lancé un programme d'étude des besoins des

femmes immigrantes en compétences essentielles, sur lequel nous travaillons actuellement. »

Pour illustrer ce cheminement, M. Laberge ajoute : « Pour beaucoup de nos étudiants, la porte d'entrée au Collège est notre service d'aide à l'emploi. Ils discutent avec un gestionnaire de cas qui aura le loisir de repérer certains obstacles à l'obtention d'un emploi, comme un problème de littératie ou de compétences essentielles limitées. Il les dirige alors vers la conseillère en orientation qui va élaborer un plan de formation individualisée. Ils

peuvent ensuite être orientés vers un programme d'alphabétisation ou de GED ou de compétences essentielles, selon leurs besoins. Cette approche sert de tremplin vers d'autres formations comme la formation continue ou la formation

collégiale qui permettront aux étudiants de trouver un emploi. Cet emploi sera probablement mieux rémunéré, plus valorisant et plus stable que celui qu'ils auraient obtenu au point de départ. »

Vu la diversité des besoins, l'éparpillement de la population francophone et le développement rapide des moyens de communication et de formation à distance, Yvon Laberge considère le Campus virtuel comme un élément clé pour favoriser l'accès à la formation non formelle et collégiale à une plus grande clientèle : « Nous sommes en train d'augmenter notre offre de programmes virtuels et d'élaborer plus de cours pouvant être offerts en ligne. Beaucoup des étudiants inscrits à nos programmes sont de la Colombie-Britannique, mais certains sont des francophones du

« À PRÉSENT, ON CONSTATE UNE AUGMENTATION DU NOMBRE DE JEUNES FRANCO-PHONES NÉS DANS LA PROVINCE. ON OBSERVE ÉGALEMENT UNE CROISSANCE TRÈS IMPORTANTE DU NOMBRE D'IMMIGRANTS QUI ONT RECOURS À NOS SERVICES. »

Yukon et des Territoires du Nord-Ouest. Il y en a même qui habitent en Alberta et en Saskatchewan. » Le Collège Éducentre offre ses programmes en partenariat avec des établissements d'enseignement dans l'Ouest, dans l'Est et dans le Nord du Canada. Il cherche constamment de nouvelles approches et de nouveaux programmes pour mieux répondre à l'évolution de sa clientèle. À titre d'exemple, en réponse à une analyse des besoins, il expérimente actuellement un nouveau modèle en compétences essentielles ciblant les femmes immigrantes : « Les étudiantes reçoivent une formation de base initiale en informatique, par exemple, puis une formation sur un ensemble de compétences essentielles; ensuite, elles sont orientées vers des services spécifiques selon le type d'emploi recherché. »

Ce modèle d'acquisition de compétences essentielles en milieu de travail repose sur un sondage mené auprès d'environ 300 employeurs pour connaître leurs besoins en termes de compétences. Pour la phase suivante, le Collège est en train de concevoir un modèle pour les femmes immigrantes francophones qui se situent aux niveaux 1 et 2. « Nous avons identifié une gamme d'employeurs qui représentent un échantillon des différents secteurs de l'économie susceptibles d'employer des personnes aux niveaux 1 et 2, explique Yvon Laberge. Nous offrons une formation en compétences essentielles pour combler l'écart entre les besoins pour occuper un emploi et les compétences des étudiantes. »

Dans le modèle mis de l'avant, le Collège cherche des stages pour les étudiantes dans leur domaine d'intérêt afin qu'elles puissent mettre en pratique leurs compétences en

situation concrète et acquérir une expérience de travail.

Cette approche vient se greffer à d'autres services et programmes du Collège. Par exemple, pour le programme Jeunes au travail, que finance Service Canada, le Collège travaille avec des cohortes de jeunes de 15 à 30 ans confrontés à des obstacles à l'emploi. Ces jeunes sont rémunérés pendant une période de formation et d'appui. Selon le cas, la formation peut comprendre de la formation en compétence essentielle, de l'alphabétisation, l'obtention du GED ou de la formation continue. Le programme Jeunes au travail est avantageux parce qu'il combine la formation et un stage. Les étudiants apprennent aussi comment préparer leur curriculum vitae. « La rédaction de CV ne fait pas partie du programme à

proprement parler. Les étudiants y ont toutefois accès en s'adressant à d'autres unités au sein du Collège. Les immigrants ont aussi la possibilité de suivre de la formation linguistique en anglais. » De plus, le Collège organise régulièrement des foires d'emplois qui permettent aux participants de connaître une plus grande brochette d'emplois et d'employeurs.

« Le Collège Éducentre cherche à combler l'écart qui existe dans le continuum d'éducation tout au long de la vie », conclut Yvon Laberge. Et, pourrait-on ajouter, de répondre aux besoins variés d'une population francophone en évolution constante, qu'elle soit nouvellement arrivée dans la province ou installée de longue date. Tout un défi à relever sur un territoire immense... ■



Les mille visages de l'alphabétisation populaire, une mosaïque de réussites!

30 ans
de solidarité en
alphabétisation populaire!

Regroupement des groupes populaires
en alphabétisation du Québec
www.rgpaq.qc.ca



Bravo à tous les adultes qui entreprennent une démarche en alphabétisation!

Nous appuyons la FCAF et le travail fait par ses membres dans les communautés francophones du pays.

Cette publicité a reçu l'appui financier du gouvernement du Canada par l'intermédiaire du Bureau de l'alphabétisation et des compétences essentielles



LES PRAIRIES : UNE VOLONTÉ FORTE DE CONSERVER LE FRANÇAIS

Francine Bouthillier

De l'interdiction des écoles françaises jusqu'à la création de leurs propres systèmes scolaires, les francophones des Prairies ont tenu bon pour défendre l'apprentissage en français. Comme outil de développement, l'alphabétisation va à la rencontre des communautés et répond aux besoins locaux.

Le Manitoba

Le communautaire domine

Tout commence avec Pluri-elles (Manitoba) Inc., organisme fondé dans les années 1980, pour venir en aide aux Franco-Manitobaines qui désirent intégrer le marché du travail. On s'aperçoit vite que certaines ont de la difficulté à trouver un emploi à cause de leur niveau d'alphabétisation inadéquat. En 1990, l'Année internationale de l'alphabétisation fournit l'occasion de réaliser une grande étude des be-

soins dans la communauté franco-manitobaine. Résultat : on ouvre le Centre Alpha Saint-Boniface en avril 1990.

Depuis, 10 centres offrent des services d'alphabétisation dans l'ensemble de la province. Ils s'adressent à toute la population francophone, aux hommes comme aux femmes, et ils sont de véritables agents de développement communautaire. « Je pense qu'avoir de l'alphabétisation c'est un peu comme avoir des plantes florissantes dans une communauté », commente Mona Audet, présidente de Pluri-elles.

La *Loi sur l'alphabétisation des adultes*, adoptée en novembre 2007, a réaffirmé la raison d'être de l'alphabétisation. Elle a pour objectif de réduire la pauvreté en ouvrant des possibilités d'emplois, mais aussi d'améliorer la santé et le bien-être des particuliers, des familles et de la collectivité.

Où s'en va-t-on ?

Selon M^{me} Audet, la plus grande difficulté est « de convaincre les gens de venir tant d'heures par semaine. Ça prend des gens qui ont de la motivation et qui veulent faire une

différence dans leur vie et leur famille. » À cet égard, les personnes qui ont participé aux programmes d’alphabétisation et qui ont réussi sont les meilleurs motivateurs. Pour les adultes peu alphabétisés, les jeunes adultes aux prises avec des difficultés d’apprentissage ou les nouveaux arrivants, la moindre réussite les encourage à persévérer et les incite à suivre cet exemple. Au fur et à mesure que les gens perçoivent les bénéfices de l’alphabétisation, leur intérêt augmente. Qui ne voudrait pas bien gagner sa vie ou pouvoir lire une histoire à ses enfants ou à ses petits-enfants ?

Le programme du Diplôme d’études générales (DEG) offert par Internet, qui fait partie des grandes tendances en alphabétisation, obtient un grand succès. Cette technologie permet aux personnes apprenantes de suivre les cours dans leur foyer, aux heures qui leur conviennent; cela évite des déplacements qui grugent l’horaire et qui pourraient en décourager certaines. Le programme du DEG, qui est reconnu dans l’ensemble du Canada, compte d’ailleurs déjà plusieurs diplômés.

Les formateurs et formatrices du Manitoba œuvrent souvent dans l’ombre. Ils sont cependant le moteur du dynamisme qui caractérise l’alphabétisation dans cette province.

La Saskatchewan

Alphabétisation et re francisation

Dans les années 1990, le Service fransaskois de formation aux adultes (SEFFA) faisait de l’alphabétisation, mais aussi de la re francisation. En effet, précise Catherine Darvauilt, qui était alors coordonnatrice

provinciale au sein du SEFFA, « bien des adultes qui travaillaient en anglais avaient un peu perdu leur français écrit ». Ce service est encore affilié au réputé Collège Mathieu, qui dessert 29 communautés francophones depuis 1988.

En 1994, un nouveau projet d’alphabétisation familiale prend vie, en collaboration avec les écoles. Les enfants mis en contact avec la lecture y prennent goût et incitent leurs parents à apprendre à lire également. Le SEFFA fournit une trousse de lecture avec livres et guides pour utilisation à la maison.

Beaucoup de dynamisme

En Saskatchewan, les francophones bénéficient de nombreux outils, programmes et incitatifs pour apprendre en français. En voici quelques exemples : *Parents et petits* propose des activités en français pour la famille; *French for Parents* s’adresse aux couples dont l’un des conjoints est de langue anglaise; *Montre-moi* est une trousse destinée aux enfants d’âge préscolaire; la *Grande dictée* est diffusée par Radio-Canada dans toute la province depuis 23 ans et elle comporte de nombreux prix; le *Prix Alpha-Sask* souligne les efforts d’un adulte dans l’apprentissage du français

et son engagement bénévole dans la communauté fransaskoise.

Depuis 1993, l’alphabétisation en français a pris de l’essor avec la création d’écoles fransaskoises.

L’Alberta

Concentration des efforts dans le milieu scolaire

Depuis la fermeture de la Société Éduk, en 2010, l’alphabétisation en français des adultes reste en suspens en Alberta. Le manque de bénévoles et le retrait des fonds fédéraux, en 2008, ont forcé l’organisme à remettre en question ses objectifs et ses programmes.

Le gouvernement provincial considère cependant l’alphabétisation comme une priorité. En 2009, le ministère de l’Éducation a ainsi lancé le programme « littératie vivante » afin d’augmenter le niveau de littératie. Ce programme s’étend de la maternelle à la 12^e année et il touche autant les 34 écoles francophones que celles du système scolaire anglophone. Les apprenants adultes n’en font pas partie et ils doivent donc se tourner vers les organismes communautaires d’alphabétisation. Ces organismes sont encore très actifs du côté anglophone.



Félicitations à la FCAF pour son
20^e anniversaire !

www.bdaa.ca

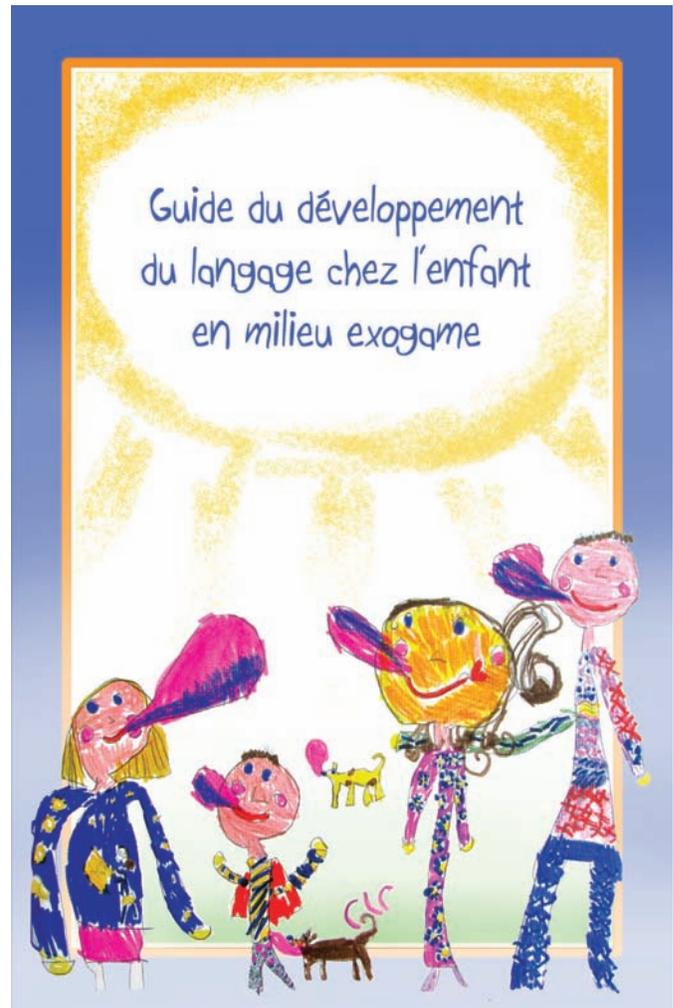
Alphabétisation des adultes

Pourtant, l'alphabétisation des adultes a connu de beaux succès chez les francophones de l'Alberta. À la fin des années 1980, l'Alberta Vocational Centre avait mis sur pied un programme en français, à la demande de Marie-Claire Brousseau, une résidante de Saint-Paul.

M^{me} Brousseau représente bien cette génération de Franco-Albertains qui ont dû fréquenter l'école anglaise et qui en sont ressortis sans avoir appris beaucoup. « Moi, mon expérience d'enfant, c'était que le professeur était anglophone. On avait une heure de français par jour et on ne savait pas parler l'anglais. C'était pas mal déroutant. » Elle a décidé d'agir quand elle a constaté que ses enfants en souffraient : « Moi, je ne savais pas lire et mon mari non plus. Qui les aidait à faire leurs devoirs ? Personne... »

Au cours des années 1990, la Société d'Éducation du Nord-est (CECA) a offert de nombreux programmes aux Franco-Albertains. En 2001, elle change son nom pour Société Éduk avant d'élargir son action au niveau provincial jusqu'à l'arrêt de ses activités en 2010.

Aujourd'hui, le grand danger pour les Franco-Albertains demeure l'assimilation. En effet, il n'est toujours pas facile de travailler en français. Les mariages exogames sont monnaie courante et l'anglais devient souvent la langue parlée à la maison. Si, de leur côté, les écoles prennent les jeunes en main, les ressources pour les adultes francophones qui ont besoin de services d'alphabétisation se font on ne peut plus rares. ■



Guide pour les parents qui propose des indices et des idées étonnantes pour faciliter la communication et éveiller l'enfant à l'univers qui l'entoure.

Commandez vos guides dès maintenant!

Gratuit!*

SOFA
Yukon
Service d'orientation
et de formation des adultes

Renseignements et commandes :
(867) 668-2663, poste 320
sofa@afy.yk.ca
www.sofa-yukon.ca

* frais de poste en sus

Canada



Pow-wow à Kahnawake, Québec, juillet 2009 (photo © L. Buenerd).

LITTÉRATIE ET PEUPLES AUTOCHTONES : VERS UNE PRISE DE CONSCIENCE NÉCESSAIRE

Marie-Pierre Chazel

Au Canada, il existe un écart important en matière de littératie entre les adultes autochtones et non autochtones. En 2003, l'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes (EIACA) a en effet révélé que la proportion d'adultes autochtones dont les compétences en littératie sont inférieures au niveau 3 était plus élevée d'au moins 16 points de pourcentage que la proportion observée chez les adultes non autochtones. Cette situation, tout comme le taux de décrochage scolaire alarmant des jeunes, préoccupe les communautés autochtones. Rencontre avec trois femmes qui se battent quotidiennement pour changer la réalité derrière les chiffres.

Chez les Inuits, près de 75 % des jeunes n'obtiennent pas leur diplôme d'études secondaires et une partie des diplômés ont un niveau de littératie insuffisant. Pour Maria Wilson, de l'Inuit Tapiriit Kanatami, qui représente les 55 000 Inuits vivant au Canada, cette situation préoccupante appelle la mobilisation de tous les Canadiens. « On aide beaucoup de pays, mais on ne fait pas beaucoup concernant ce qui se passe dans notre propre cour

arrière, avec nos propres Autochtones, qui ont un potentiel énorme. » Il s'agit d'un potentiel dont le Canada ne peut se passer s'il veut rester compétitif et prospère. Surtout que près de 50 % des Autochtones ont moins de 25 ans et sont sur le marché du travail ou sur le point d'y entrer. Or, nous vivons dans une société où les faibles compétences en littératie sont associées à de piètres résultats pour l'obtention et la conservation d'un emploi.

Voilà pourquoi l'Inuit Tapiriit Kanatami a lancé, en février 2011, la première stratégie nationale de scolarisation. « La scolarisation des Inuits est assurée par quatre systèmes d'éducation publics distincts, répartis dans deux provinces et deux territoires. Avec l'adoption de cette stratégie commune, un effort de concertation sans précédent a été réalisé », explique Maria Wilson. À partir de 10 recommandations jugées nécessaires pour

améliorer les résultats des Inuits, la stratégie vise à mettre en place un système d'éducation axé sur la culture, l'histoire et la vision du monde des Inuits, notamment par l'embauche de plus d'enseignants d'origine inuite¹.

Shannon Payne, de l'Assemblée des Premières Nations, partage cette idée d'appropriation. À son avis, l'un des plus grands défis et l'une des clés du succès de la lutte pour l'alphabétisation et l'éducation est la nécessité pour les Premières Nations de contrôler leur éducation. « Ce que les Premières Nations disent c'est : le système qui a été imposé par le gouvernement et des entités non autochtones ne fonctionne pas; nous devons développer nous-mêmes nos systèmes, à partir de la base. » À ce sujet, Shannon Payne cite en exemple la Nouvelle-Écosse où l'organisation Mi'kmaw Kinamatnewey a juridiction en matière d'éducation des Mi'kmaq et où les taux de littératie de ce peuple autochtone sont plus élevés qu'ailleurs.

Pendant plus de 100 ans, les Autochtones du Canada ont vécu sous le régime des pensionnats. Cette douloureuse expérience a laissé de profondes traces dans les communautés. Les enjeux de l'éducation

et de l'alphabétisation ne peuvent être dissociés de cette sombre page de l'histoire canadienne. Le dernier pensionnat a fermé ses portes en 1998. Pourtant, le gouvernement canadien s'est excusé seulement en 2008 pour les abus commis; il a alors reconnu les dommages que cette politique avait causés à la culture, au patrimoine et à la langue autochtones. Shannon Payne précise : « Quand vous avez une culture entière qui a peur d'aller à l'école, qui a peur d'apprendre, ça teinte le désir d'apprendre à lire et à écrire. Ce sont des générations qui ont subi des traumatismes sévères, on ne peut pas changer subitement 100 ans de douleur. »

Selon Statistique Canada, parmi la population autochtone, seule une minorité est capable de parler ou de comprendre une langue autochtone, soit une personne sur quatre. Même si les Autochtones souhaitent une éducation bilingue, Cayla Chenier, du Nunavut Literacy Council, insiste sur l'importance de prioriser l'apprentissage de l'inuktitut, la langue maternelle inuite. « Les recherches sur l'acquisition des langues démontrent que si vous soutenez les gens dans leur première langue, l'acquisition d'une deuxième langue est plus

facile; il est prouvé qu'une des principales barrières à la littératie réside dans le fait que les gens ne sont pas suffisamment appuyés pour développer des compétences dans leur première langue. » Pour Shannon Payne, les Autochtones ne devraient pas avoir à choisir une langue ou l'autre. Cependant, selon la loi, le gouvernement fédéral ne finance que l'enseignement des deux langues officielles, soit le français et l'anglais.

Si les Autochtones s'entendent sur le lien entre langue, culture et littératie autochtones, ils dénoncent également de façon unanime le sous-financement de leur éducation. À ce sujet, Shannon Payne se désole que peu de Canadiens sachent que les Premières Nations reçoivent approximativement la moitié de la somme dont les autres Canadiens bénéficient en matière d'éducation. Elle insiste, pointant du doigt ce qui peut être le nerf de la guerre pour s'attaquer au problème. « L'éducation est nécessaire afin que les Autochtones améliorent leurs taux de littératie, mais un travail d'éducation est aussi nécessaire pour que le reste de la société canadienne prenne conscience de ces enjeux autochtones. » ■

1 - À ce propos, le *Conseil canadien sur l'apprentissage* a publié sur son site *Les Modèles holistiques d'apprentissage tout au long de la vie*, résultant d'un travail collectif d'analyse de l'apprentissage chez les Premières Nations, les Métis et les Inuits.



L'apprentissage est à la base d'un peuple fort,
c'est pourquoi la Société Nationale de l'Acadie
a fait de l'alphabétisation l'une de ses priorités.

L'union fait la force!

www.snacadie.org

Rejoignez-nous sur:   SNACADIE

ALPHABÉTISATION FAMILIALE : DES RACINES SOLIDES, MAIS UN AVENIR INCERTAIN

Laurence Buenerd et Karine Projean

Le milieu familial est le premier endroit où s'exerce la transmission des valeurs sociales, culturelles et linguistiques. Depuis toujours, dans nombre de sociétés traditionnelles, les enfants bénéficient également de la transmission collective des valeurs de la communauté, du village, au fur et à mesure qu'ils y trouvent leur place. Les parents et la famille jouent un rôle important dans le développement et l'apprentissage des enfants, car ils façonnent l'image que les enfants se font de leur monde, de leur communauté, de leur culture. Ils ont aussi une influence en tant que premiers modèles.

L'alphabétisation familiale c'est d'abord cette transmission, les premiers pas d'une éducation tout au long de la vie qui commence dès que l'enfant peut prendre plaisir à écouter ses parents lui raconter une histoire ou lui lire un livre. C'est aussi un concept qui vise à développer à la fois les compétences des parents et des enfants, donc qui va bien au-delà des activités de lecture communes. L'alphabétisation familiale favorise la transmission de la langue maternelle et de la culture des parents; elle fait en sorte que cette langue et cette culture se maintiennent d'une génération à l'autre. Elle outille également les parents afin qu'ils puissent mieux soutenir leurs enfants dans leur cheminement scolaire. Pratique très répandue en Grande-Bretagne et aux États-Unis, l'alphabétisation familiale a aussi trouvé sa place au Canada anglais

et chez les minorités francophones, mais elle ne fait pas encore partie des habitudes au Québec.

Un bref historique de l'alphabétisation familiale au Canada

Dévoilé en mars 2003, le Plan d'action pour les langues officielles a marqué le début de cinq années de programmation autour de trois axes principaux : l'éducation, le développement des communautés et la fonction publique. Pour la période de 2003 à 2008, il prévoyait des

sommes importantes pour élaborer des programmes d'alphabétisation familiale dans les communautés francophones en milieu minoritaire. L'alphabétisation familiale y était envisagée comme moyen de freiner l'assimilation et de promouvoir l'usage du français au sein des familles. Le gouvernement fédéral reconnaissait ainsi le rôle de premiers éducateurs des parents.

Le Secrétariat national à l'alphabétisation (SNA) a été désigné comme maître d'œuvre du Plan d'action et il a choisi la Fédération canadienne

AU NOUVEAU-BRUNSWICK

Selon l'équipe de la Fédération d'alphabétisation du Nouveau-Brunswick (FANB), « on rencontre, dans la péninsule acadienne et dans le sud du Nouveau-Brunswick, des conditions socio-économiques précaires engendrées par l'exil d'une grande partie de la population (surtout les pères) qui, étant donné leur faible niveau d'alphabétisme, partent généralement travailler là où il y a de l'emploi, le plus souvent en Alberta. » Les mères se retrouvent alors seules pour gérer la situation. Elles-mêmes sont souvent mal outillées face à la responsabilité d'accompagner leurs enfants dans leur cheminement scolaire. D'autres familles vivent de l'aide au revenu ou de l'assurance-emploi et elles sont également démunies.

Depuis août 2009, la FANB pilote un projet qui s'inscrit dans l'Initiative pour l'alphabétisation familiale en français et qui devrait s'achever en 2012. « La FANB travaille sur l'alphabétisation familiale en collaboration avec le ministère de l'Éducation, grâce à la création d'un partenariat qui favorise l'atteinte des objectifs respectifs des deux partenaires. Le ministère a ciblé la problématique des élèves de 2^e année primaire ayant des difficultés en lecture et en écriture. Pour améliorer cette situation, il a proposé à la FANB un travail de complémentarité. De son côté, il met en œuvre un programme visant à améliorer les habiletés en lecture et en écriture des enfants. De l'autre, la FANB travaille avec les parents de ces enfants qui éprouvent des difficultés à l'école, pour qu'ils acquièrent les compétences essentielles leur permettant de soutenir leurs enfants dans leur cheminement scolaire. Une recherche-action auprès des cibles prioritaires a permis de valider ce modèle novateur des centres de démonstration, avec des résultats probants. Le ministère a alors donné son feu vert pour financer et assurer la pérennité des services. »

Cette décision devrait faire une grosse différence au Nouveau-Brunswick, estiment Samia Awad, Patrick Jeune et Danielle Vinneau, de la FANB.



pour l'alphabétisation en français (FCAF) comme partenaire principal. « Il fallait développer une initiative qui puisse couvrir tout le territoire », commente Yvette Souque, gestionnaire de programmes au SNA à l'époque. Un projet a donc été mis en œuvre, sur une période de cinq ans, avec la presque totalité des provinces et des territoires. « Seul le Nunavut a décidé de ne pas suivre », précise M^{me} Souque, le territoire ayant plutôt travaillé à développer les langues maternelles autochtones.

La FCAF a assuré la coordination et l'animation de l'Initiative pour l'alphabétisation familiale en français, tandis que plusieurs de ses organismes membres effectuaient des recherches et produisaient, à partir des projets expérimentés dans les communautés, une documentation accessible à tous les groupes.

Par exemple, l'organisme Pluri-elles (Manitoba) Inc. a lancé un projet de quatre ans pour encourager les partenariats en alphabétisation familiale dans trois communautés francophones : la région de Saint-Georges, en raison de sa forte population métisse; la communauté de Saint-Claude en zone rurale; et la communauté du nord de Saint-Boniface, qui comptait un certain nombre de nouveaux arrivants et de réfugiés. Cette expérience a permis d'élaborer un guide d'appui au développement de partenariats adaptable aux réalités de chaque communauté. Mona Audet, directrice générale de Pluri-elles, se souvient : « L'alphabétisation familiale a réellement pris son envol en 2004 avec l'entente avec le BACE¹. C'était la première fois qu'on avait la possibilité de vraiment travailler ensemble sur des programmes d'alphabétisation familiale. »

Dès 2002, la FCAF a commencé à consulter ses organismes membres, certains partenaires et des chercheurs afin d'évaluer l'intérêt pour un réseau d'experts. Grâce à ce travail en amont, elle a pu mettre sur pied et consolider le Réseau d'experts en alphabétisation familiale lorsque les fonds fédéraux du Plan d'action pour les langues officielles ont été débloqués.

Le Réseau a permis d'élaborer une formation sur les fondements de l'alphabétisation familiale dans un contexte minoritaire francophone et d'établir ainsi des normes pratiques de qualité. Il a également permis de former de nombreuses personnes œuvrant dans le domaine et de développer les échanges d'expertises entre partenaires. Plusieurs provinces ont mis au point des programmes qui ont ensuite été repris et adaptés par d'autres.

1 - Bureau de l'alphabétisation et des compétences essentielles, qui relève de Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC).

Manitoba

Alphabétisation familiale pour les immigrants francophones

L'organisme Pluri-elles (Manitoba) Inc., situé à Saint-Boniface, a débuté le projet L'alphabétisation familiale et l'intégration des immigrants en 2009. Financé par le Bureau de l'alphabétisation et des compétences essentielles (BACE), de RHDCC, le projet devrait s'achever en 2013.

L'un de ses premiers objectifs est de mieux comprendre les moyens efficaces de recruter plus de familles immigrantes et de nouveaux arrivants francophones pour les programmes d'alphabétisation familiale. Le projet vise aussi à partager les connaissances acquises avec les autres organismes œuvrant en alphabétisation familiale dans la province et ailleurs au Canada. Il tire son origine de la stratégie canadienne d'établissement d'immigrants dans des communautés francophones minoritaires, une situation relativement unique.

Le projet a été établi pour deux clientèles : les immigrants économiques et les réfugiés. Il propose de renforcer les bases de l'apprentissage du français, tant à l'oral qu'à l'écrit, mais aussi d'amorcer l'apprentissage de l'anglais. Cela devrait permettre aux bénéficiaires de s'intégrer au Canada par l'entremise de la communauté francophone, mais également d'avoir l'occasion de maîtriser les deux langues officielles, un atout important pour leur intégration économique.

Cette approche d'alphabétisation familiale fondée sur les valeurs de la dualité linguistique est très novatrice. Le modèle mis en œuvre dans les communautés manitobaines sera testé plus tard dans deux autres provinces pour vérifier jusqu'à quel point il serait applicable ailleurs au Canada.

Pour Margo Fauchon, alors responsable du dossier de l'alphabétisation familiale pour la FCAF,

l'alphabétisation familiale suscitait beaucoup d'espoirs à l'époque. « Il y avait beaucoup d'excitation dans les milieux éducatifs parce qu'on voyait enfin la possibilité d'agir à plus long terme. On avait la possibilité de planifier pour cinq ans, une première dans l'histoire de l'alphabétisation familiale. » Avant le Plan d'action, le financement pour ce type de projet ne dépassait pas une année.

Pour Yvette Souque, les activités d'alphabétisation familiale étaient plus avancées chez les communautés anglophones. Sa collègue, Margo Fauchon, considère que le Plan d'action pour les langues officielles a surtout avantage les communautés francophones. « On nous envoie. Le Plan d'action nous a permis de beaucoup faire avancer le dossier par rapport au côté anglophone. C'est en 2007, à la fin de mon mandat, que le gouvernement a remis en question l'alphabétisation des adultes et l'alphabétisation familiale. Mais le Plan d'action avait donné une bonne impulsion, les anglophones n'ont pas eu cette chance-là. »

M^{me} Fauchon croit également qu'à l'époque, plusieurs provinces envisageaient l'alphabétisation familiale comme une façon efficace d'aider les communautés faiblement alphabétisées. L'Alberta, par exemple, a accompagné le Plan fédéral. « C'est la seule province où les dépenses concernant les éléments de formation, de promotion et de livraison de programmes pour l'alpha familiale étaient prises en charge par le gouvernement provincial, indique M^{me} Fauchon. Ils avaient développé une vision. À ce moment-là, aucune autre province ne finançait de programme. La plupart des programmes étaient financés par le gouvernement

fédéral via le Secrétariat national à l'alphabétisation. C'était assez novateur de leur part, même par rapport à l'international. »

Le Family Literacy Initiative Fund, le programme de financement provincial pour l'alphabétisation familiale, était en principe accessible à tous les groupes. Dans les faits, peu de francophones ont soumis des projets. Ils ont plutôt bénéficié des fonds du Plan d'action pour les langues officielles par l'intermédiaire du centre de formation pour adultes Éduk, de Saint-Paul en Alberta, et ils ont pu suivre des formations sur les fondements et les modèles d'alphabétisation familiale.

Un concept en évolution

Le concept de l'alphabétisation familiale a aussi connu une évolution. Le milieu des formatrices et formateurs en éducation des adultes avait, au départ, une vision strictement fonctionnelle qui visait à améliorer la littératie des enfants pour en faire des adultes fonctionnels tout en attirant, par cette activité, les parents peu ou pas outillés vers des cours d'alphabétisation et d'éducation des adultes. Il est par la suite passé à une vision plus identitaire de transmission de la langue et de la culture.

Margo Fauchon explique qu'au début, l'alphabétisation familiale n'avait pas pour but de transmettre la culture et la langue des parents, comme on le voit aujourd'hui dans les communautés autochtones et francophones minoritaires. « On avait développé ce concept pour rejoindre les parents faibles lecteurs et les parents à risque. C'était l'élément de base du développement langagier. Chez les francophones, la transmission est

devenue aussi une composante, un nouvel objectif qui a été ajouté, mais, au départ, il s'agissait avant tout d'améliorer les compétences en lecture et en écriture. »

Le but premier était d'aider les parents à jouer au mieux leur rôle. « On voulait conscientiser le parent à l'importance des gestes quotidiens au niveau du développement langagier, avoir des livres dans la maison, faire des listes d'épicerie, faire du bricolage et modeler certains comportements que le parent utiliserait à son tour avec ses enfants, l'impliquer pour que lui-même aille s'inscrire dans un centre. »

Un contexte plus difficile

En 2007, le Plan d'action pour les langues officielles a pris fin. La FCAF a alors poursuivi son travail en élaborant l'Initiative pour l'alphabétisation familiale en français avec un financement du Bureau de l'alphabétisation et des compétences essentielles (BACE), de Ressources humaines et Développement des compétences Canada. L'Initiative, qui s'étend de 2008 à 2013, réunit les provinces et les territoires comptant des minorités francophones. Chaque province ou territoire a dû identifier au préalable ses besoins en réalisant une recherche et en ciblant une clientèle précise. « Le but était de développer un modèle qui pourrait être repris dans d'autres provinces », explique Johanne Laurent, responsable du développement et des programmes à la FCAF. Ainsi, la Colombie-Britannique a choisi de travailler avec les femmes immigrantes, le Yukon avec les familles exogames, l'Ontario avec les pères, les Territoires du Nord-Ouest avec les parents peu alphabétisés, l'Alberta avec les familles de militaires

Différents visages de l'alphabétisation familiale en Ontario

Le centre Moi, j'apprends est un organisme communautaire à but non lucratif qui travaille auprès des adultes francophones; il compte trois centres et un point de services dans la grande région d'Ottawa. Il a réalisé, au fil des ans, plusieurs projets d'alphabétisation familiale pour répondre aux nombreuses demandes des apprenants dans les classes d'alphabétisation qui souhaitent épargner à leurs enfants de vivre les mêmes problèmes de littératie.

Les interventions du centre Moi, j'apprends s'adressent aux adultes et non aux enfants, mais ces derniers sont toujours impliqués. Le premier projet, Je me prépare pour l'école, veux-tu m'aider?, se poursuit. Il s'agit d'un système de prêt de livres et de DVD thématiques. « Les activités ont été développées en relation avec le programme scolaire de la maternelle-jardin, le but étant d'amener dans la famille des outils francophones pour aider les parents à participer à l'étape de l'entrée à l'école. Parce que se préparer pour aller à l'école ce n'est pas juste acheter une nouvelle boîte à lunch, un nouveau manteau et deux paires d'espadrilles, c'est bien plus que ça. Alors comme parent, il faut se préparer! », explique Louise Lalonde, coordonnatrice du centre.

Le deuxième projet, Lire et écrire à la maison, est une série de huit ateliers pour les parents dont les enfants sont au jardin d'enfants ou en première année. Un soir par semaine, ils se rencontrent à l'école pour discuter de leur rôle de parents et pour le valoriser. « Il y a plein de choses que le parent fait déjà, mais dont il n'est pas conscient. On a besoin de le valoriser pour l'encourager à continuer et à aller au-delà. Et lui suggérer plein de choses qu'il pourrait faire, mais auxquelles il n'a tout simplement pas pensé. Ce sont des choses qui ne coûtent pas cher, qui demandent seulement de passer du temps avec son enfant. On saisit chaque occasion pour renforcer le rôle d'adulte qui donne l'exemple, pour que l'enfant voie et ressente que c'est important pour son parent de continuer à lire et à écrire. »

Le troisième projet, Je décolle!, est une initiative des trois conseils scolaires francophones de l'Est de l'Ontario. Il prépare les enfants à la routine de l'école. Le centre Moi j'apprends est l'un des partenaires secondaires et le centre communautaire majeur, le partenaire principal. « Le projet consiste en une série de cinq semaines où les enfants inscrits à la maternelle vont à l'école tous les matins, dès septembre. Il y a une programmation jusqu'à la fin du dîner. Les enfants apprennent donc où sont les toilettes, quand et comment manger leur goûter, etc. Notre rôle c'est aussi de sensibiliser l'adulte, le parent, à toutes ces choses qu'on apprend à son enfant. Parce que le projet a été fait pour des familles où le français n'est pas la langue première, où l'enfant n'a pas été habitué à fréquenter une garderie structurée; il a peut-être été gardé à la maison ou chez une voisine, mais pas dans un milieu qui lui a permis de bien se socialiser et d'apprendre la vie en communauté. Pour ces enfants, se retrouver dans un groupe de 15 et attendre leur tour, ce n'est pas évident. On a offert le programme dans 26 écoles en 2011 et c'est toujours un franc succès. » Le projet insiste également sur les attentes du système scolaire par rapport aux parents. « Il n'y a pas que l'enfant qui doit se préparer à l'entrée à l'école, affirme Louise Lalonde, le parent doit se préparer à ce que l'école ait des attentes. Quand on t'envoie un formulaire, on s'attend à ce que tu le signes et le retournes, mais pas dans trois mois! Souvent, les adultes n'ont pas réalisé de quelle façon fonctionnent l'école et le système scolaire. Par contre, lorsqu'on lit leurs évaluations, on voit que le message est bien passé. » Environ 600 familles par année bénéficient du projet offert de manière bénévole.

sur les bases, la Saskatchewan avec les grands-parents, le Manitoba avec les immigrants et les réfugiés, le Nouveau-Brunswick avec les

familles en milieu scolaire, la Nouvelle-Écosse avec les parents d'enfants en bas âge et l'Île-du-Prince-Édouard avec les travailleurs sai-

sonniers et ceux effectuant des quarts de travail. Terre-Neuve a élaboré un projet de recherche avec des familles exogames, des ayants droit et des immigrants.

En 2007, certains organismes membres de la FCAF avaient déjà une expertise sur le sujet puisqu'ils avaient mis sur pied divers projets d'alphabétisation familiale. L'Initiative pour l'alphabétisation familiale en français leur a permis de renforcer cette expertise en élaborant des phases supplémentaires pour leurs projets initiaux ou en les mettant en application sur le terrain. Ainsi, dès 2003, la Coalition ontarienne de formation des adultes (COFA) s'intéressait à l'impact de la littératie familiale en milieu minoritaire; elle a mené un projet de recherche sur le terrain avec cinq de ses organismes membres. Il en est ressorti qu'en général, les pères étaient peu impliqués dans les activités de littératie familiale. Cette constatation a conduit la COFA à élaborer, dans le cadre de l'Initiative, le projet « Améliorer la littératie des familles, un père à la fois » afin de mieux cerner les problèmes et les enjeux liés à la participation des pères.

Suzanne Benoit, directrice générale de la COFA, s'estime satisfaite des premiers résultats. Les cinq groupes ontariens qui ont participé au projet de recherche ont ciblé les enfants d'âge préscolaire (3 à 5 ans) et les enfants d'âge scolaire (6 à 8 ans) qui démarrent les apprentissages de lecture-écriture à l'école. Au cours de deux phases d'essais, de septembre 2010 à avril 2011, la COFA a trouvé des éléments pour favoriser le recrutement des pères dans les programmes d'alphabétisation familiale et le maintien de leur engagement; elle a aussi élaboré des stratégies à cet effet. C'est maintenant au tour de la Nouvelle-Écosse

et du Yukon de tester le projet avec leurs groupes, sur le terrain, pour en moduler et en affiner les résultats. La dernière étape permettra de compiler les résultats de toute la recherche, puis de formuler des recommandations et des stratégies pour favoriser l'implication des pères dans la littératie familiale en français et dans le cheminement de leurs enfants. L'étude sera offerte en ligne sur divers sites, dont ceux de la COFA, de la FCAF, du CDEACF et de la BDAA, pour que tous les intervenants puissent s'en inspirer dans leurs communautés respectives.

De son côté, Pluri-elles (Manitoba) Inc. a élaboré plusieurs guides, méthodes et outils pour les communautés francophones au cours des 15 dernières années : *J'apprends en famille* (version Manitoba); *Premier bébé - nouvelle maman*; *Chansons, contes et comptines* (avec l'autorisation d'Éducacentre); *Alphamani, Je m'intègre en famille*; et un guide de partenariat en alphabétisation familiale intitulé *Grandir avec mon enfant*. La plupart de ces publications sont encore utilisées dans les centres de la province.

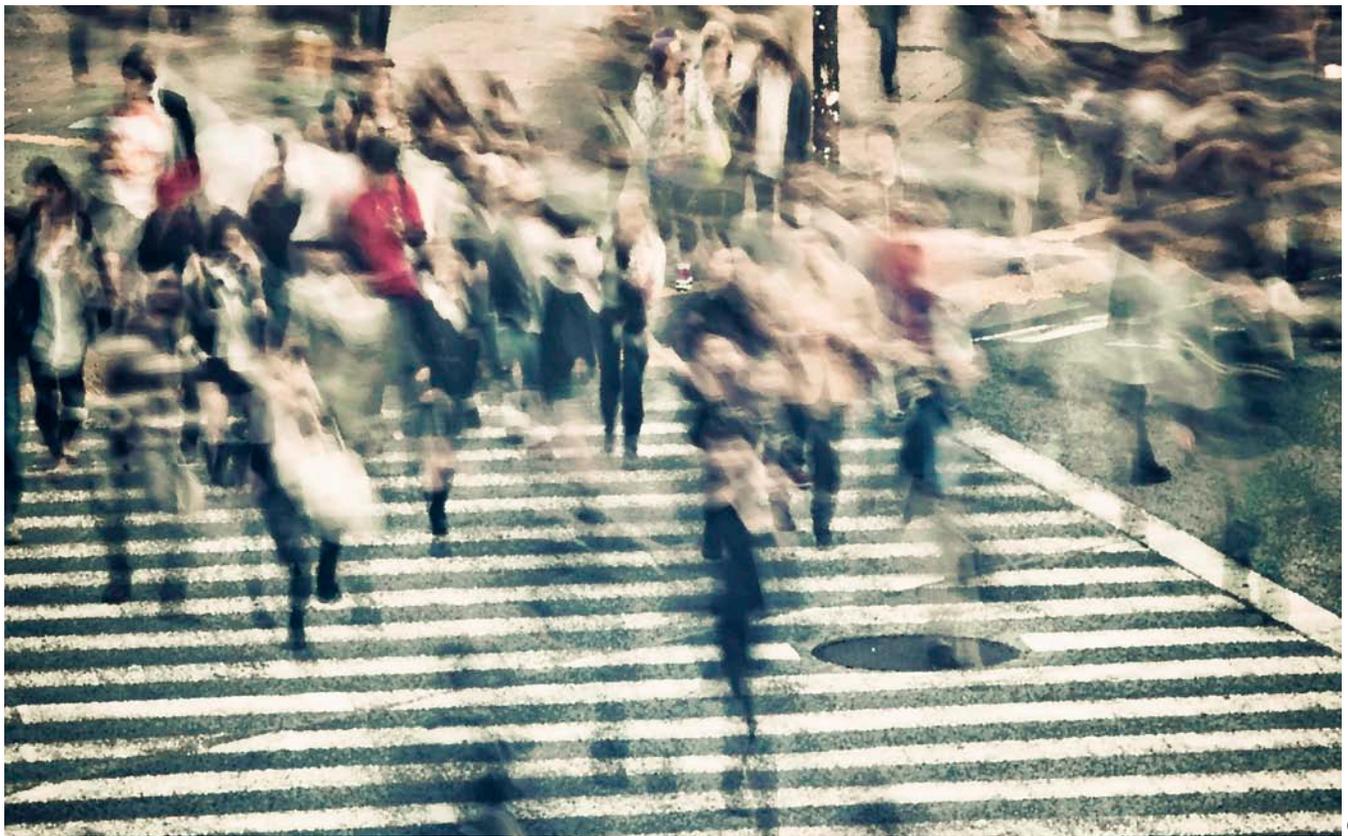
En regardant vers l'avenir

Margo Fauchon entrevoit l'avenir de l'alphabétisation familiale avec pessimisme. Pour elle, le Plan d'action fédéral a permis de mettre sur pied d'excellents projets, de développer de bonnes pratiques et d'acquérir de l'expertise, car il finançait les activités et la recherche pour cinq ans. « On souhaitait que ce plan-là soit renouvelé pour pouvoir mesurer l'impact de ces cinq années de financement. On souhaitait aussi que d'autres gouvernements, notamment celui de l'Alberta, continuent à s'impliquer dans les projets d'alphabétisation familiale. » Cela

n'a pas été le cas. Pour M^{me} Fauchon, les expertises qui avaient été réunies autour du Réseau d'experts en alphabétisation familiale ont migré vers d'autres domaines faute d'avoir pu les retenir. Le Réseau mis en place ne peut plus offrir de formation ni favoriser les échanges. « Les belles années de l'alphabétisation familiale sont derrière nous », conclut-elle.

Dans un contexte de restrictions budgétaires, il est toujours difficile de savoir ce que demain réserve. Johanne Laurent, responsable du développement et des programmes à la FCAF, croit qu'aujourd'hui, « personne ne peut s'avancer avec certitude sur l'avenir de l'alphabétisation familiale. Les priorités du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux et territoriaux changent avec les années, ainsi que les programmes de financement qui accompagnent leur mise en œuvre. L'alphabétisation familiale est une des nombreuses formes d'approche en formation des adultes, elle pourra sans doute trouver sa place ou des partenariats au sein d'autres programmes d'alphabétisme et de compétences, au sens large du terme. »

Un fait demeure : si les programmes d'alphabétisation familiale reçoivent moins de financement, cela ne disqualifie pas pour autant le vaste champ de l'alphabétisation familiale, en particulier dans les communautés francophones en milieu minoritaire. Il reste à espérer que tous les programmes établis et toutes les formations dispensées ces dernières années auront un écho prolongé au sein des familles francophones. Ces pratiques font désormais partie, pour bon nombre de ces familles, de la culture familiale. ■



© iStock photo

ET MAINTENANT ?

Marie-Pierre Chazel et Karine Projean

Les intervenants en alphabétisation s'entendent sur le chemin parcouru depuis l'Année internationale de l'alphabétisation en 1990. Cependant, certains expriment leur crainte quant au dévoilement des résultats de la prochaine enquête internationale, en 2013. Les gouvernements, qui souhaitent des réponses très rapides aux problèmes, considèrent essentiellement l'alphabétisation sous l'angle des chiffres et du retour sur investissement. Brigid Hayes, consultante, s'inquiète : « S'il n'y a pas de changements dans les chiffres par rapport à la dernière enquête

internationale, de 2003, j'ai peur que beaucoup de voix s'élèvent pour dire : nous avons essayé ces méthodes trop longtemps sans obtenir de résultats conséquents. Je crains les réactions des politiciens et du public. » Selon elle, la réalité est beaucoup plus complexe.

Lynne Lalonde, qui a travaillé durant plus de 20 ans au Secrétariat national à l'alphabétisation (SNA), précise que les chiffres doivent être analysés autrement. Il faut tenir compte du fait que la société, les types d'emplois et la technologie ont évolué, tout comme les

barèmes pour être fonctionnels, maintenant plus élevés. D'après M^{me} Lalonde, la question pertinente à poser est plutôt : « Est-ce que les programmes (de formation) actuels sont les bons par rapport à la société d'aujourd'hui ? » Elle souligne qu'au Canada, il faut changer toute la culture face à l'éducation, ce qui demande un travail colossal. « Il reste beaucoup à faire, surtout avec les populations qui sont toujours à l'écart de notre économie comme les Autochtones, les francophones en milieu minoritaire et d'autres populations vulnérables. Je crois que l'alphabétisation ne

figure plus en aussi bonne place sur la liste des priorités politiques actuelles. Nous devons redoubler d'efforts pour remettre l'alphabétisation en tête des priorités pour tous les secteurs de notre société. »

En décembre 2009, Paul Bélanger, alors président du Conseil international d'éducation des adultes (CIEA), s'est adressé à la 6^e Conférence internationale sur l'éducation des adultes, à Belém, au Brésil. Il a plaidé en faveur d'« une conception plus large de l'éducation des adultes tout au long de vie, qui stimulerait la curiosité et donnerait la soif d'apprendre aux communautés aussi bien qu'aux individus ». À son avis, « les politiques et la législation doivent reconnaître que le paysage éducatif dans tous nos pays est en train de changer, le nombre d'adultes en cours d'apprentissage ou souhaitant apprendre est de loin supérieur au nombre de jeunes présents dans le système éducatif formel ». Le Canada ne fait pas exception à cet égard.

Pour Normand Lévesque, directeur général du RESDAC, « les changements socio-économiques des dernières décennies ont entraîné des répercussions dans le monde du travail et dans les autres sphères de la vie de la population. Le monde de l'éducation des adultes, dans ce contexte, subit des pressions importantes afin de s'adapter de façon rapide et continue. »

Crise économique et développement des compétences

La crise économique récente inquiète Margaret Eaton, présidente d'ABC Life Literacy, car elle note l'écart qui se creuse entre les niveaux de compétences des personnes sur le marché du travail. « De-

puis la récession de 2007-2008, il y a eu beaucoup de pertes d'emplois dans les industries traditionnelles. Une grande partie de l'économie canadienne reposait sur les industries forestières, minières, la fabrication d'automobiles, etc. Au plus fort de la récession, nous avons vu que toutes ces personnes sans travail avaient besoin d'être formées à nouveau pour avoir une chance d'en trouver un autre. Invariablement, la technologie faisait partie des compétences qu'elles devaient acquérir. Les prérequis des emplois étant devenus plus stricts, nous craignons que les compétences des Canadiens ne suivent pas. »

Maryse Perreault, directrice générale de la Fondation pour l'alphabétisation, éprouve aussi des craintes pour les gens qui se situent au niveau 2 de littératie, surtout dans le contexte économique actuel. « Beaucoup de gens au niveau 2 font partie de la classe moyenne. Tant que les choses vont bien au plan économique, ils arrivent à conserver leur emploi et leur niveau de vie; mais là, tout change, il n'y a plus rien d'acquis. Ces gens-là composent la partie de la classe moyenne qui s'est appauvrie depuis 20 ans. Nous devons nous occuper d'eux, mais nous n'avons rien à leur proposer. » Pour les organismes d'alphabétisation, la question est donc : « Comment rejoindre les gens au niveau 2 qui sont capables de déchiffrer un texte, mais incapables d'utiliser le contenu de ce qu'ils lisent ? »

Pour Donald Lurette, andragogue et consultant de la FCAF, la réponse consiste à s'intéresser plus au développement de l'alphabétisme qu'au développement de l'alphabétisation proprement dite, trop souvent considérée comme une fin en soi. À son avis, « dans un paradigme qui

soutient d'abord et avant tout le développement de l'alphabétisme des adultes peu alphabétisés, tous les programmes peuvent être mis à contribution : aussi bien les programmes d'alphabétisation, de formation générale, de formation professionnelle, de développement des compétences parentales que les programmes de maintien au revenu ». Il ajoute que « l'émergence de programmes intégrés pour les adultes peu alphabétisés est un moyen particulièrement puissant » pour répondre aux besoins des personnes qui se situent aux niveaux 1 et 2 de littératie.

La technologie au service des personnes moins alphabétisées

Margaret Eaton, présidente d'ABC Life Literacy, se souvient : « Récemment, j'ai retrouvé une définition de l'alphabétisation que j'avais lue à mes débuts; elle incluait la capacité de lire les mots imprimés. » Aujourd'hui, on ne parlerait même plus de mots imprimés, car la révolution numérique a marqué un profond changement. « La littératie, ajoute M^{me} Eaton, c'est aussi lire ce qu'il y a sur l'écran de son iPhone ou de son ordinateur. C'est utiliser un guichet automatique, passer à la caisse automatisée à l'épicerie où il faut lire les instructions à l'écran. C'est regarder sur le Web l'horaire des films au cinéma. » À mesure que notre société devient plus numérique, un individu aura davantage recours à la lecture sur une base quotidienne pour fonctionner normalement. « Il faut interagir avec des écrans, ce qui, inévitablement, signifie lire quelque chose. Aujourd'hui, les compétences requises pour évoluer dans la vie quotidienne ont augmenté et la révolution technologique en cours concerne également notre milieu

de travail », précise M^{me} Eaton. Difficile en effet d'imaginer un employé sans courriel, par exemple. Les compétences en écriture sont devenues essentielles : « Là où vous aviez un centre d'appels où quelqu'un, au bout du fil, pouvait vous aider à suivre les étapes d'une action, vous avez maintenant un site Internet qui vous propose d'envoyer un courriel ou de clavarder avec le personnel du soutien technique », conclut-elle.

Linda Shohet est directrice exécutive du Centre d'alphabétisation. Situé à Montréal, le Centre possède une expertise par rapport aux pratiques les plus efficaces et à l'élaboration de politiques éclairées sur l'alphabétisation et les compétences essentielles. Selon M^{me} Shohet, dans les années à venir, l'éducation des adultes sera différente et les méthodes de communication le seront aussi. Faute d'arriver à élever globalement les niveaux de littératie, la société fera des efforts pour s'adapter à un public ayant des difficultés avec l'écrit. « Avec le temps, nous verrons un retour aux communications plus orales qui permettront aux gens de peser sur un bouton et d'entendre, c'est déjà possible à bien des endroits, mais je crois que ça deviendra plus commun. Je pense que nous aurons toujours un problème de littératie, si nous définissons l'alphabétisation comme l'ensemble des compétences nécessaires pour comprendre l'information fournie ou pour être un citoyen à part entière. Il y aura toujours des personnes qui auront des difficultés pour toutes sortes de raisons : handicap, troubles d'apprentissage, âge, barrière de langue, etc. Différentes raisons qui appellent différentes façons de les aider et de les soutenir, de leur permettre de s'éduquer ou de leur donner des alternatives. »

M^{me} Shohet mentionne ainsi le Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), une nouvelle étude qui examine comment les gens comprennent l'imprimé et les textes en ligne, sur un écran d'ordinateur. « C'est une expérience complètement différente. Les enquêteurs ont estimé que c'était important parce que les gens sont de plus en plus confrontés à des informations sur un écran. Nous devons tenter de comprendre comment, dans notre société du savoir saturée d'écrits, les gens arrivent à saisir le sens lorsqu'ils ont des difficultés de lecture. Je ne crois pas que la situation s'est aggravée. Nous avons en fait plus de gens lettrés que jamais dans l'histoire, mais nous continuons à monter la barre. Tant et aussi longtemps que nous continuerons à monter la barre, il y aura toujours un nombre important de personnes qui ne pourront pas se hisser à ce niveau. »

D'après Margaret Eaton, ce qui a changé c'est le rehaussement du niveau d'alphabétisation des plus jeunes. « C'est un constat encourageant de voir que la littératie chez cette génération est forte. J'espère vraiment qu'elle se maintiendra au fil du temps. » Le rapport de la

prochaine enquête internationale pourra démontrer ces changements démographiques. « On ne s'attend pas à des résultats renversants avec cette publication. J'espère toutefois que nous verrons certaines améliorations, notamment par rapport à ce que les provinces ont fait avec les jeunes de moins de 12 ans. Il y a eu des progrès marqués et beaucoup plus d'interventions auprès des enfants aux prises avec des difficultés d'apprentissage et des résultats scolaires plus faibles. J'espère que, lorsque nous regarderons l'impact global sur les adultes, nous verrons ces changements positifs. »

« Pour arriver à cet autre niveau, il faudra peut-être sortir ces problématiques du placard et les étaler au grand jour, croit Margaret Eaton. Cela signifie aider les gens à avoir moins honte de leurs difficultés et s'assurer qu'ils auront du soutien lorsqu'ils se décideront à pousser la porte des centres de formation des adultes et diront : Bonjour, j'ai besoin d'aide. »

Bref, l'histoire de l'alphabétisation promet encore d'être passionnante au cours des 20 prochaines années.



Nous offrons notre expertise en matière de technologies de l'apprentissage afin de soutenir les formateurs et formatrices auprès des adultes.

Visitez-nous : <http://fr.alphaplus.ca>



Centre d'alphabétisation de la CADEV-Niger, zone d'Agadez, Niger, 2008 (photo © L. Buenerd).

L'ALPHABÉTISATION, UN OBJECTIF NÉGLIGÉ

Maren Elfert

La Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF) a vu le jour en 1991, au moment où les premières études démontraient l'ampleur du phénomène de l'analphabétisme dans les pays industrialisés¹. L'année précédente, le monde avait célébré l'Année internationale de l'alphabétisation. Les études publiées en 1991 créèrent une onde de choc : le problème de l'analphabétisme ne se limitait pas aux pays en voie de développement. En 1990, l'UNESCO avait également convoqué la Conféren-

ce mondiale sur l'éducation pour tous, à Jomtien, en Thaïlande. Au moment où de nombreux pays en développement connaissaient une crise de leur système d'enseignement, la Conférence revitalisait le concept de l'éducation de base, y compris celle des adultes.

Le Forum mondial sur l'éducation tenu à Dakar, en 2000, fait suite à la Conférence de Jomtien. Il marque le point de départ de l'initiative Éducation pour tous (EPT), qui engage les États à réaliser six objectifs

d'ici 2015, notamment accroître de 50 % le taux d'alphabétisation des adultes.

Depuis 20 ans, comment la compréhension de l'alphabétisation a-t-elle évolué ? Comment a-t-elle influencé les politiques et les programmes ? Les objectifs de l'alphabétisation des adultes ont-ils été atteints ou demeurent-ils des vœux pieux largement négligés ? C'est ce que nous verrons en dressant un bref portrait de l'alphabétisation à l'échelle mondiale.

1 - Par exemple, *Illiterate America* aux États-Unis, en 1985, et *Broken Words* au Canada, en 1987.

La situation dans le monde

L'un des principaux objectifs de l'initiative Éducation pour tous était la hausse des inscriptions dans le système d'enseignement primaire. Depuis 1999, le nombre d'enfants non scolarisés a chuté de 33 millions². Malgré cette augmentation considérable, le nombre d'adolescents et d'adultes sans accès à l'éducation n'a pas connu la même tendance. Selon les dernières estimations de l'UNESCO publiées en septembre 2011, à l'occasion de la Journée internationale de l'alphabetisation, 793 millions de personnes ne savent ni lire ni écrire à l'échelle du globe.

Les trois quarts des analphabètes vivent dans 15 pays et la moitié est concentrée dans quatre pays : le Bangladesh, la Chine, l'Inde et le Pakistan. Depuis 1985, le taux d'alphabetisation des adultes a progressé de 10 %, atteignant aujourd'hui 84 %; les progrès ont été plus rapides chez les femmes que chez les hommes. L'essentiel de cette hausse est attribuable à l'Asie de l'Est et à l'Asie du Sud; elle a été la plus marquée en Chine et en Inde. Dans ce dernier pays, qui compte le plus grand nombre d'analphabètes, la proportion de personnes alphabétisées est passée d'un peu moins de la moitié de la population à plus des deux tiers.

Dans plusieurs pays, la croissance de la population entraîne toutefois une augmentation du nombre actuel, on estime qu'en 2015, 710 millions d'adultes – soit environ 13 % des adultes de la planète – seront toujours dépourvus de

compétences minimales en matière d'alphabetisme³.

Les enquêtes

Les enquêtes internationales à grande échelle, en particulier l'Enquête internationale sur l'alphabetisation des adultes (EIAA) (1994-1998), ont fourni plus de données empiriques sur la population analphabète dans les pays industrialisés. En 2013, on attend les résultats du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui sera « la plus vaste enquête internationale sur les compétences des adultes jamais entreprise ». Le PEICA évaluera une gamme de compétences, non seulement les compétences en littératie et en numératie, mais aussi la capacité à « résoudre les problèmes dans des environnements technologiques riches ». Il ne s'agit pas d'une enquête longitudinale⁴, mais il permettra une certaine analyse de l'évolution au fil du temps pour les pays qui ont participé à l'EIAA ou à l'Enquête sur la littératie et les compétences des adultes (ELCA). Vingt-huit pays, dont le Canada, ont accepté de participer au PEICA.

Dans les pays en développement, pendant des décennies, les informations statistiques sur l'alphabetisation ont été limitées aux taux d'alphabetisation. Ces estimations sont obtenues à l'aide de méthodes conventionnelles telles que l'auto-déclaration, les recensements ou les taux de scolarisation, selon les pays. La compilation du nombre de personnes déclarant être en mesu-

re de lire et d'écrire ne fournit toutefois aucune preuve tangible de leurs compétences réelles.

Le Programme d'évaluation et de suivi de l'alphabetisation (LAMP) offre une mesure plus précise de l'apprentissage et des niveaux de compétences de base chez les jeunes et les adultes. Ce Programme de l'UNESCO a été testé dans une série de pays d'Amérique latine, de l'Afrique subsaharienne, du monde arabe et de l'Asie. Le LAMP mesure l'alphabetisation en fonction de cinq niveaux. Sa grande différence par rapport à l'EIAA et à l'ELCA réside dans le fait qu'il prend davantage en compte les particularités culturelles et linguistiques des individus. Il en est toutefois encore au stade de la mise en œuvre.

Le Kenya

En plus de participer aux études internationales, certains pays ont mené leurs propres enquêtes. Au Kenya, l'Enquête nationale de 2006 sur l'alphabetisation des adultes a révélé un taux d'alphabetisation de 61,5 % et un taux de numératie de 64,5 %. Cela signifie que 38,5 % (7,8 millions) de la population adulte est analphabète, dont 29,9 % dans le groupe des 15 à 19 ans qui sont déjà considérés comme des adultes dans ce pays. L'Enquête a révélé que les femmes obtiennent de moins bons résultats en lecture et en calcul; elle a aussi montré de fortes variations entre les zones urbaines et rurales. Par exemple, à Nairobi, la capitale, le taux d'alphabetisme des adultes est de 87,1 %, tandis que dans la province du nord-est, il n'atteint que 9,1 %.

2 - UNESCO, *Atteindre les marginalisés*, Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous 2010, Paris, p. 95-97.

3 - *Ibid.*

4 - Ce terme désigne une enquête menée avec le même échantillon à des époques successives.

La France

En 2004-2005, la France a conduit sa propre enquête nationale auprès d'un échantillon représentatif de la population âgée de 18 à 65 ans et scolarisée dans ce pays. Elle a ainsi appris que 9 % de cette population était en situation d'analphabétisme : cela représente 3,1 millions de personnes dont 59 % sont des hommes et 41 %, des femmes. Il s'agit d'une situation inverse par rapport à celle du Kenya où le taux d'alphabétisme est plus élevé chez les hommes en raison de leur accès facilité aux études. La France prépare une enquête de suivi.

Le cas du Royaume-Uni

L'exemple du Royaume-Uni mérite qu'on s'y attarde, puisque c'est l'un des endroits où l'on a le plus investi dans la promotion de l'alphabétisation et des compétences de base. En 1998, en réaction aux résultats de l'EIAA, le gouvernement britannique a commandé un rapport afin de définir comment « s'attaquer au vaste problème des compétences de base ». Le rapport, publié en 1999, a révélé que 20 % des adultes n'avaient pas les compétences de base fonctionnelles. « L'ampleur du problème est énorme, et il existe beaucoup de preuves qui montrent que ce problème se rapporte à d'autres questions sociales⁵ », concluait à l'époque le groupe d'experts.

En 2001, le gouvernement britannique a répondu au rapport en lançant la stratégie « Skills for Life » (des compétences pour la vie), qui comprenait une enquête nationale sur les compétences de base dont les résultats ont été publiés



Le programme « Brasil Alfabetizado » a été lancé en 2003 au Brésil (photo © UIL).

en 2003. Avec « Skills for Life », il a établi une cible pour améliorer le niveau des compétences de base de 2,25 millions d'adultes entre 2001 et 2010.

Pour le Royaume-Uni, on a estimé que le coût annuel des faibles taux de compétences de base s'élevait à 10 milliards de livres sterling (16,03 milliards de dollars canadiens). Ce chiffre tient compte de l'effet de la baisse des revenus, de la productivité réduite, de la mauvaise santé et du coût des prestations des services sociaux. Pour une entreprise employant 1 000 personnes, le coût a été estimé à 1,02 million de dollars par année. Pour les organisations de 51 à 100 employés, il représentait près de 176 000 \$ par année.

Un élément de la stratégie britannique a été d'offrir des classes gratuites en alphabétisation, en formation linguistique et en numératie. Avec des résultats probants : dès 2008, le gouvernement avait atteint

l'objectif d'accroître de 2,25 millions le nombre d'adultes disposant de compétences de base. De 2001 à 2011, il a dépensé environ 14,6 milliards \$ pour les cours de compétences de base.

Élu en mai 2010, l'actuel gouvernement britannique n'a pas précisé, pour l'instant, s'il allait maintenir l'engagement du gouvernement précédent qui avait fixé comme objectif d'augmenter le niveau d'alphabétisme à 95 % d'ici 2020. En 2010, il a effectué un suivi à l'enquête de 2003 sur les compétences de base; les résultats seront connus à la fin de 2011.

L'Allemagne

En Allemagne, selon une nouvelle enquête publiée en 2011, 7,5 millions de personnes sont capables de lire ou d'écrire des phrases isolées, mais non de petits textes, par exemple une directive de travail. Ce chiffre correspond à 14,5 % de la population active. De plus, 13,3 mil-

5 - C. MOSER *et al.*, *Improving literacy and numeracy: a fresh start*, rapport du groupe de travail présidé par Sir Claus Moser pour le ministère de l'Éducation et des Compétences, Londres, HMSO, Sommaire et recommandations, 1999.

lions d'Allemands (soit 26 % de la population active) écrivent mal certains mots courants et se situent en deçà du niveau d'orthographe des élèves du primaire. Cela veut dire qu'au total, 20,8 millions de personnes sont incapables d'utiliser la langue écrite conformément aux attentes, ce qui représente 40,4 % de la population germanophone de 18 à 64 ans⁶.

L'expérience allemande contraste avec l'exemple britannique. Pour l'Allemagne, l'étude de 2011 constituait le premier effort pour obtenir des données fiables sur l'alphabétisme, mais ses résultats n'ont pas engendré la même réaction publique ou politique. Même si elle avait été financée par le ministère de l'Éducation et de la Recherche pour promouvoir la recherche en alphabétisation, ses résultats sont passés inaperçus ou presque. Elle n'a pas suscité une réaction politique similaire à celle causée par l'étude britannique.

Ces réactions divergentes démontrent que l'impact des enquêtes sur l'alphabétisation est très différent d'un pays à l'autre. Alors qu'en Grande-Bretagne les résultats de l'EIAA ont causé un véritable choc, en Allemagne, les répercussions de l'étude ont été à peu près nulles. En France, l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI) a vu le jour, en 2000, sous la forme d'un regroupement interministériel et interpartenarial. Dans ce pays, l'alphabétisation est une priorité nationale et elle fait partie de la *Loi d'orientation du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions*. Au Kenya, le ministère

de l'Éducation des adultes utilise l'enquête nationale pour sensibiliser la population et pour revendiquer plus de financement.

Quelques enjeux

Le fait que l'alphabétisation des adultes n'ait pas été mentionnée dans les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) de l'ONU signifie que le lien entre l'alphabétisation et la réduction de la pauvreté n'a pas été directement abordé. Même si beaucoup de pays ont une politique qui fait référence à l'alphabétisation, les gouvernements et les bailleurs de fonds ont priorisé l'investissement dans l'éducation primaire — qui fait partie des Objectifs — pour répondre aux exigences de leur stratégie de réduction de la pauvreté.

Malgré les accords conclus au Forum mondial sur l'éducation, seuls quelques donateurs bilatéraux et banques de développement font explicitement référence à l'alphabétisation dans leurs politiques d'appui financier. Dans la plupart des cas, la lutte contre l'analphabétisme ne fait pas partie des programmes de développement internationaux. Il n'y a donc pas de mobilisation massive des ressources pour l'alphabétisation.

Il y a des inégalités énormes en matière d'accès à l'éducation, notamment pour certains groupes comme les minorités ethniques et linguistiques, les femmes et les personnes vivant dans les zones rurales. D'autres raisons structurelles expliquent le peu de progrès enregistré au chapitre de l'alphabétisation.

Il manque d'infrastructures pour assurer l'offre de services. Un grand problème tient à la pénurie d'enseignants formés et de matériel scolaire. Souvent, le matériel est disponible seulement dans la langue dominante d'un pays, même si ce dernier compte plusieurs langues officielles. Le multilinguisme est la règle dans la plupart des régions du monde. D'ailleurs, les pays qui ont les plus hauts taux d'analphabétisme ont aussi un grand nombre de langues. Dans certains pays, les groupes appartenant à une minorité ethnique ou linguistique font partie des 20 % les plus défavorisés.

À titre d'exemple, au Nigeria, plus de la moitié des personnes en situation de pauvreté éducative parlent le haoussa, la langue d'un groupe qui représente un cinquième de la population⁷. Il existe au Canada un phénomène semblable dans les communautés en situation linguistique minoritaire, notamment les Autochtones et les francophones.

Pour élaborer des programmes d'alphabétisation efficaces dans un environnement multilingue, il est important de connaître la langue que les individus utilisent dans leurs communications de tous les jours, à l'oral et à l'écrit, et leur attitude à l'égard des langues. Le fait que les questions linguistiques ne soient pas systématiquement abordées dans la promotion de l'alphabétisation est un signe supplémentaire du manque d'attention accordé à ce domaine, tant au niveau politique qu'à celui de la mise en œuvre sur le terrain.

6 - Anke Grotlüschen et Wibke Riekmann, *leo.-Level One Study*, Cahier de presse, 2011.

7 - UNESCO, *op. cit.*, p. 163.

Les définitions

Au cours des 20 dernières années, il y a eu beaucoup de débats par rapport à la définition de l'alphabétisation. Il s'agit d'un enjeu non négligeable, car cette définition sert à établir des politiques et des pratiques en alphabétisation; elle sert aussi à déterminer les critères visant à évaluer le progrès des individus et des pays. C'est toutefois une notion qui fait l'objet de changements continus.



Ardoises dans un centre d'alphabétisation de la région de Niamey, Niger, 2007 (photo © L. Buenerd).

Comme point de départ, il existe un consensus sur le fait que l'alphabétisation comprend la capacité de lire et d'écrire. Souvent, la capacité de calculer s'y ajoute. Cependant, cette définition traditionnelle de l'alphabétisation en tant que compétence autonome (par exemple, le fait de signer son nom) a cédé la place à une définition plus nuancée, qui souligne davantage la valeur de l'alphabétisation pour un individu, sa communauté et la société en général. On insiste sur la diversité du contexte social et culturel dans lequel la littératie s'acquiert; on tient aussi compte de ses multiples dimensions comme les compétences communicatives, interpersonnelles et de résolution de problèmes que les gens utilisent dans leur vie quotidienne.

Le débat sur la définition de l'alphabétisation est lié à différentes approches qui sont apparues au fil du temps. En 1949, lors de la Première Conférence internationale sur l'éducation des adultes (CONFINTEA I), tenue à Elsenor au Danemark, on a défini l'analphabète comme « une personne incapable de lire et d'écrire, en le comprenant, un exposé simple et bref de faits en rapport avec la vie quotidienne ». La conception de l'alphabétisation demeure scolarisante et elle ne fait

pas partie des priorités sur le plan international.

Selon le *Thésaurus canadien pour l'alphabétisation*, l'approche scolarisante est un « processus de formation qui applique les concepts liés à l'apprentissage de la lecture et de l'écriture en milieu institutionnel et qui vise ultimement l'obtention d'un diplôme ». Malgré son statut institutionnel, l'alphabétisation ne fait pas partie intégrante de l'éducation des adultes; elle est plutôt considérée comme une étape préliminaire.

L'alphabétisation fonctionnelle est un concept qui a été introduit en 1965 au Congrès mondial des ministres de l'Éducation, à Téhéran. Ce concept implique que le man-

que de compétences en lecture, en écriture et en calcul entrave la capacité de l'individu à fonctionner dans sa communauté, dans le monde du travail et dans la société. L'approche de l'alphabétisation fonctionnelle permet l'acquisition des compétences dans de multiples contextes d'apprentissage, institutionnels ou autres.

Dans les années 1970, l'éducateur brésilien Paulo Freire avance l'idée de l'alphabétisation conscientisante. Selon Freire, l'acquisition de l'alphabétisation est un acte créatif et politique, un moyen pour les individus de se prendre en charge, qui leur permet de communiquer avec les autres, de développer leur pensée critique et de « lire le monde ». Une prise de conscience des inégalités et de leurs sources devrait mener l'individu à poser des gestes concrets pour changer son monde. En y ajoutant cette dimension politique, Freire voit l'alphabétisation comme un moyen de résoudre les inégalités économiques et sociales inhérentes aux systèmes existants.

D'autres scientifiques, comme Brian Street, ont poussé plus loin cette perspective. Dans les années 1980, Street a été l'un des premiers à souligner la dimension sociale de l'alphabétisation. Il conteste alors l'idée d'une « alphabétisation autonome unique » et il parle plutôt de l'alphabétisation comme une pratique sociale menée de différentes façons dans une grande diversité de contextes. Il présente donc le concept de littératies multiples. Il soutient que les pratiques d'alphabétisation sont inextricablement liées à la situation sociale et aux structures culturelles et de pouvoir dans un contexte donné.

Les méthodes de formation qui incorporent l'approche conscienti-

sante et les littératies multiples vont au-delà de l'enseignement de la mécanique de la lecture, de l'écriture et du calcul. La méthode REFLECT, qui s'inspire des idées de Freire, est souvent citée comme une meilleure pratique dans l'approche conscientisante. Elle est fréquemment utilisée dans les pays du Sud, surtout en Afrique. Les apprenants acquièrent les compétences en littératie autour de thèmes généraux de la vie quotidienne. Le programme ne se limite pas à l'alphabétisation, il touche aussi aux besoins de développement et aux changements sociaux et structurels requis pour transformer la communauté.

En 2009, l'UNESCO organise la Sixième Conférence internationale sur l'éducation des adultes (CONFINTEA VI), à Belém, au Brésil. À cette occasion, les participants adoptent le plus récent document normatif international sur l'éducation des adultes : le Cadre d'action de Belém. L'alphabétisation y est définie comme « un système continu⁸ ». L'UNESCO considère l'acquisition de la capacité à lire, à écrire et à compter comme une base pour le développement d'autres compétences et connaissances dans un processus d'apprentissage continu. Son approche repose sur la conviction que l'alphabétisation fait partie du droit à l'éducation, qu'elle facilite tout autre apprentissage et qu'elle recoupe d'autres objectifs en matière d'éducation et de développement comme les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et les objectifs de l'Éducation pour tous (EPT). Le Cadre d'action de Belém met ainsi l'accent sur le rôle fondamental de l'alphabéti-



sation et, « face à l'ampleur du défi mondial que représente l'alphabétisation », la nécessité de « doubler les efforts » pour lutter contre l'analphabétisme des adultes⁹.

Malgré le discours international qui situe l'alphabétisation dans un contexte de droits humains, les différentes dimensions de la fonctionnalité liées à l'intégration économique prévalent ces dernières années, surtout dans les pays industrialisés. L'OCDE a fait la promotion d'une approche axée sur le capital humain, le marché et l'employabilité.

Le principal objectif de la campagne britannique « Skills for Life » a été d'améliorer les compétences de la population en vue d'améliorer la compétitivité du pays. Le problème de cette approche est l'accent mis sur les personnes qui ont des niveaux d'alphabétisme moyens et qui peuvent les améliorer plus rapidement, à un coût moins élevé, pour atteindre un niveau leur permettant d'intégrer le marché du travail. Cependant, les personnes les moins alphabétisées qui nécessiteraient un plus grand investissement sont laissées pour compte. Au Canada, parmi les personnes inscrites aux programmes d'éducation des adultes, seulement 22 % se situent aux plus faibles niveaux d'alphabétisme et 69 %, aux plus hauts niveaux¹⁰. Il s'agit d'une tendance qui s'observe dans la plupart des pays de l'OCDE.

Exemples de mesures pour promouvoir l'alphabétisation

De nombreux pays s'engagent à mener des efforts particuliers pour promouvoir l'alphabétisation. Les mesures prises diffèrent toutefois de l'un à l'autre. En voici quelques exemples.

Les campagnes à grande échelle : Au cours des 10 dernières années, plusieurs pays ont réalisé des programmes d'alphabétisation de masse. Depuis 2008, le gouvernement de l'Afrique du Sud dirige une grande campagne d'alphabétisation des adultes appelée « Kha Ri Gude », qui vise à atteindre 4,7 millions d'apprenants d'ici 2014. La période de formation dure six mois chaque année. En 2010, la campagne avait atteint plus de 90 % de réussite dans les classes d'alphabétisation, ce qui est extraordinaire pour une campagne de cette taille. Les raisons de son succès résident dans l'effort du gouvernement pour atteindre tous les groupes de la population. Le programme « Kha Ri Gude » est offert dans 11 langues nationales, en langue sud-africaine et en braille. Une des raisons de sa réussite est la motivation des apprenants à acquérir un certificat reconnu, qui donne accès aux enseignements à distance de la University of South Africa (UNISA).

8 - Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie, *Exploiter le pouvoir et le potentiel de l'apprentissage et de l'éducation des adultes pour un avenir viable*, Cadre d'action de Belém, Hambourg, 2009.

9 - *Ibid.*, Préambule.

10 - K. Rubenson et J. Walker, « The Political Economy of Adult Learning in Canada », dans T. J. Fenwick, T. Nesbit et B. Spencer (dir.), *Contexts of Adult Education. A Canadian Perspective*, Toronto, Thompson, 2006, p. 173-186.

Le programme « Brasil Alfabetiza-do », lancé en 2003, offre un autre exemple de campagne d’alphabétisation à grande échelle. Ce programme était le premier effort national concerté ayant pour but de combattre l’illettrisme. Il a touché 8 millions d’apprenants.

Coopération régionale : L’Organisation des États ibéro-américains a lancé le plan ibéro-américain pour l’alphabétisation et l’éducation de base des jeunes et des adultes. Adopté en novembre 2007 par 20 gouvernements de la région et par l’Espagne, le plan prévoit une assistance financière et technique. La Bolivie, l’Équateur, le Nicaragua, le Panama et le Venezuela ont mené des campagnes d’alphabétisation à grande échelle (2003-2008) et ils ont réussi à accroître considérablement leurs taux d’alphabétisme. Certains pays, comme le Mexique, ont créé des programmes adaptés aux contextes bilingues et multiculturels des peuples autochtones. Le programme cubain « Yo si puedo » a réinscrit l’alphabétisation dans les programmes nationaux. Ce programme accueilli avec enthousiasme par certains et fortement critiqué par d’autres a été aussi diffusé en dehors de l’Amérique latine. Son concept de base consiste à utiliser la radio, la télévision et la vidéo dans une approche intégratrice visant l’alphabétisation pour tous.

Investir dans les environnements alphabètes : Le grand progrès qu’a fait la Chine est en partie attribuable à son investissement dans les environnements alphabètes. Le nombre de périodiques est passé d’environ 250 en 1949 à plus de 8 500

en 2001. Au cours des 50 dernières années, le nombre de journaux a été presque multiplié par 10. Le nombre de stations de radio et de chaînes de télévision s’est aussi multiplié, tout comme le nombre d’utilisateurs d’Internet¹¹.

Intégration de l’alphabétisation dans la loi : D’autres pays, comme le Burkina Faso, intègrent l’alphabétisation dans leur législation et y font référence dans leurs programmes généraux de développement. Le Burkina Faso a aussi établi un fonds national pour l’alphabétisation. Son taux d’alphabétisme (28 %) a triplé depuis 1975, mais il reste parmi les plus faibles du monde¹².

Les cadres internationaux pour promouvoir l’alphabétisation

Les objectifs de l’Éducation pour tous (EPT) et de la Décennie des Nations Unies pour l’alphabétisation (DNUA) sont des cadres internationaux décisifs pour les efforts en faveur de l’alphabétisation.

Lancée par l’ONU en 2003, la Décennie vise à promouvoir l’alphabétisation, à améliorer la recherche sur celle-ci et à augmenter les taux d’alphabétisation partout dans le monde, de façon durable. À la suite d’une série de sommets mondiaux sur l’alphabétisation, beaucoup de pays ont lancé des initiatives afin d’obtenir certains progrès d’ici la fin de la décennie. Par exemple, les fonds versés pour l’Enquête sur l’alphabétisation en Allemagne sont venus d’une initiative de la DNUA.

Dans le contexte de la DNUA, l’initiative de l’UNESCO pour l’alphabétisation « Savoir pour pouvoir » (LIFE) est un cadre stratégique mondial qui touche 35 pays ayant soit un taux d’alphabétisme inférieur à 50 %, soit une population adulte comptant au moins 10 millions de personnes analphabètes. LIFE a motivé de nombreux pays à soutenir l’alphabétisation à la fois politiquement et financièrement, ce qui leur a permis d’améliorer les pratiques d’alphabétisation et, souvent, l’égalité des sexes. La coopération Sud-Sud¹³ s’est avérée cruciale dans ce processus, car elle favorise les échanges à propos des expériences et des bonnes pratiques; elle encourage aussi l’établissement de réseaux d’alphabétisation et d’éducation non formelle.

Quoi qu’il en soit, les résultats de la DNUA sont décevants en ce qui concerne la réduction des taux d’analphabétisme et la mobilisation durable pour l’alphabétisation. La DNUA a été assez isolée dans les stratégies de développement et elle demeure dans l’ombre de la Décennie pour l’éducation en vue du développement durable, qui a reçu davantage de soutien de nombreux pays en raison de sa portée plus large. Le rapport officiel de la DNUA sera soumis à l’Assemblée générale des Nations Unies à sa 58^e session, en 2013.

La crise économique qui secoue actuellement le monde et les contraintes budgétaires résultantes dans de nombreux pays posent un risque considérable pour les progrès accomplis dans le domaine de

11 - UNESCO, *L’alphabétisation, un enjeu vital*, Rapport mondial de suivi sur l’Éducation pour tous, Paris, 2006, p. 225.

12 - En ligne : [<http://www.indexmundi.com/facts/burkina-faso/literacy-rate>]

13 - La coopération entre pays dits « du Sud » ou « en voie de développement ».

l'alphabétisation. En 2009 et en 2010, l'Afrique subsaharienne faisait face à une diminution possible d'environ 4,6 milliards de dollars des fonds destinés à l'éducation, selon l'UNESCO¹⁴.

Conclusion

Depuis 20 ans, le paysage de l'alphabétisation a considérablement changé au Canada et à l'échelle mondiale. Les enquêtes internationales à grande échelle ont fourni plus de données empiriques sur les populations analphabètes dans les pays industrialisés; elles ont conduit à une plus grande sensibilisation du public et à l'élaboration de politiques d'alphabétisation. La recherche dans le domaine a fortement augmenté, les partenariats et les réseaux ont grandi, et l'expérimentation de modèles a permis d'améliorer les politiques et les pratiques.

Quoi qu'il en soit, les préoccupations à l'origine de la création de la FCAF demeurent. Le nombre d'adultes dont la qualité de vie se trouve fortement réduite en raison de leurs faibles capacités de lecture et d'écriture reste trop élevé dans de nombreux pays.

L'analphabétisme n'est toutefois pas un phénomène propre aux pays

en développement. Un nombre relativement élevé de personnes peu alphabétisées vivent dans des pays industrialisés comme le Canada. Dans ce dernier, la population francophone en situation minoritaire est particulièrement à risque.

Même si de nombreux pays comme le Canada ont travaillé à la promotion de l'alphabétisation durant les 20 dernières années, leurs efforts restent souvent fragmentés et les stratégies nationales d'alphabétisation qui permettraient de réduire fortement le nombre d'analphabètes sont rares. Dans certains pays, l'alphabétisation a même perdu de l'importance au lieu d'en gagner, car elle a cédé la place aux compétences essentielles ou à des stratégies de formation axées sur l'acquisition de compétences qui bénéficient davantage au marché du travail.

En ces temps de planification de l'éducation fondée sur la preuve, les plans de développement, les stratégies d'éducation et les cadres mondiaux comme l'EPT et la DNUA fixent des objectifs quantitatifs pour démontrer les progrès et mesurer les résultats. Cette approche réductrice ne rend pas justice à la complexité de la question.

En matière d'alphabétisation, les moyens sont plus importants que les résultats. C'est un aspect particulièrement important à comprendre pour les gouvernements qui déclarent leurs pays « libres d'analphabétisme ». Augmenter le taux d'alphabétisme d'une population est une entreprise complexe : on ne peut y parvenir en utilisant une mesure unidimensionnelle telle que l'augmentation des taux d'enfants scolarisés ou la réalisation de campagnes d'alphabétisation destinées uniquement aux adultes. Il faut des mesures globales et à long terme dans tous les secteurs de la société, qui offrent des possibilités d'apprentissage pour tous les citoyens, et des investissements financiers durables.

Les raisons pour lesquelles ces mesures restent lettre morte ne sont pas attribuables seulement aux pays. Elles dépendent aussi de facteurs extérieurs, comme les bailleurs de fonds qui fondent souvent leurs stratégies de développement sur des motifs économiques. De véritables progrès en matière d'alphabétisation nécessitent des changements systémiques. Or, l'alphabétisation continue d'être un objectif négligé. ■

14 - UNESCO, *op. cit.*, 2010, p. 4.



Coalition ontarienne de formation des adultes (COFA)

Depuis 20 ans, la FCAF a fait des pas de géant chaussée des souliers nécessaires selon les circonstances.

Appuyée de ses membres et de nombreux partenaires, elle a gravi des montagnes pour porter le message de l'importance de l'alphabétisme; elle a parcouru des kilomètres pour discuter de formation des adultes; elle a contourné des obstacles pour faire valoir l'importance de la formation en français.

Ce que nous lui souhaitons pour les 20 prochaines années, c'est de trouver les chaussures qu'il faut pour poursuivre son travail.

Félicitations pour le beau travail et bonne chance pour le futur.



613 842-5369 (Ottawa)
1 877 464-0504 (sans frais en Ontario)
info@coalition.ca
www.coalition.ca

À Lire en ligne, numéro 17, novembre 2011

La revue À lire en ligne est une publication annuelle du Réseau pour le développement de l'alphabétisme et des compétences (RESDAC). Le RESDAC tient à remercier le Bureau de l'alphabétisation et des compétences essentielles du ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences du Canada pour son appui à la production et à la diffusion de la revue.

Le RESDAC souhaite aussi remercier et saluer toutes les personnes qui ont contribué de près ou de loin à l'élaboration de ce numéro par leurs idées, leur encouragement ou leur dévouement à la cause de l'alphabétisation en français.

Les auteurs des textes publiés dans ce numéro sont responsables de leur contenu. Ces textes n'engagent en rien ni le RESDAC ni ses organismes membres.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Présidente : Colette Arsenault

Vice-présidente : Isabelle Salesse

Secrétaire : Michel C. Belliveau

Trésorier et porte-parole du RPPA : Rock Brisson

Administrateurs et administratrices :

Giselle Boisvert

Victorin Boudreau

Suzanne Benoit

Louise Joly

Chantal Hamon

PRODUCTION

Coordonnatrice en chef : Laurence Buenerd

Rédacteurs et collaborateurs :

Francine Bouthillier

Pascale Castonguay

Marie-Pierre Chazel

Maren Elfert

Claire Mazuhelli

Philippe Orfali

Marie-Claire Pitre

Karine Projean

Révision linguistique : Denise Veilleux

Photographies :

Laurence Buenerd

Gabrielle Dubois

Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL)

iStockphoto

Publicité et administration : Sylvain Lapointe

Graphisme :

Gabrielle Dubois

Laurence Buenerd

RÉSEAU POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ALPHABÉTISME ET DES COMPÉTENCES (RESDAC)

235, chemin Montréal, bureau 205

Ottawa (Ontario) K1L 6C7

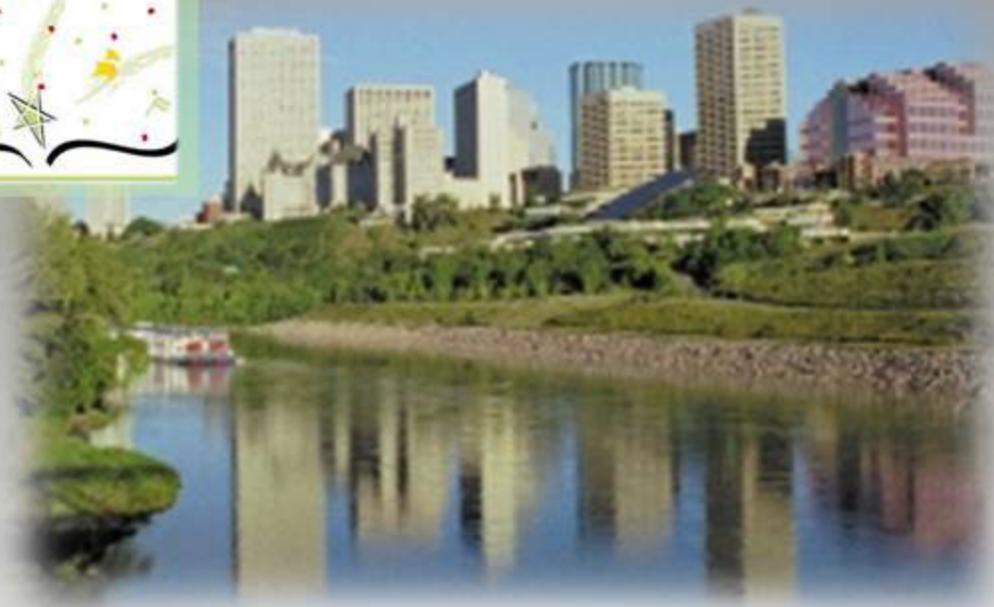
Téléphone : 613-749-5333, sans frais : 1-888-906-5666

Télécopieur : 613-749-2252

Courrier électronique : info@resdac.net

Site Internet : www.resdac.net

ISBN 978-0-9813831-8-7



Vers le Sommet sur l'éducation 2012



Joignez-vous aux intervenantes et intervenants en éducation qui discuteront du prochain plan d'action 2012-2017.

Edmonton (Alberta), du 26 au 28 avril 2012

En parallèle au *GRAF 2012*

Tous les détails seront disponibles à l'hiver 2012 au www.fncsf.ca

L'éditeur qui répond à vos besoins en alphabétisation et compétences essentielles

Jamais trop vieux pour apprendre...



Jamais trop jeune pour savoir



CENTRE FORA

Centre FORA
432, av. Westmount, unité H
Sudbury (Ontario) P3A 5Z8
Tél. : 705-524-3672
Télec. : 705-524-8535
www.centrefora.on.ca